



Merci Blanquer!

FLORIAN ESNAULT

Table des matières

Avant-propos.....	3
Introduction.....	7
<i>I. Du ministre.....</i>	<i>15</i>
<i>II. Du tablier.....</i>	<i>25</i>
<i>III. Du maître et de son disciple.....</i>	<i>31</i>
<i>IV. De la délinquance.....</i>	<i>34</i>
<i>V. De l'école privée bourgeoise.....</i>	<i>40</i>
<i>VI. De l'anéantissement de l'école publique.....</i>	<i>72</i>
<i>VII. Du mythe de l'égalité.....</i>	<i>77</i>
<i>VIII. Du processus de ghettoïsation scolaire.....</i>	<i>84</i>
<i>IX. De l'augmentation du nombre d'élèves par classe.....</i>	<i>96</i>
<i>X. Du professeur au couteau suisse.....</i>	<i>105</i>
<i>XI. Du syndicat Avenir Lycéen.....</i>	<i>112</i>
<i>XII. De la mascarade.....</i>	<i>117</i>

Avant-propos

Découvrir de brûlants pamphlets sur ces pleutres de technocrates est devenu, ma foi, monnaie courante. En revanche, le récit que vous vous apprêtez à lire outrepassa l'entendement et tout ce qu'il y a de plus habituel, car son auteur réduit à néant l'idéologie Blanquer de but en blanc, clé de voûte du macronisme ambiant.

L'auteur, Florian Esnault, n'est en aucun cas philosophe - sociologue ou bien même journaliste, et c'est justement ce qui rend ce chef d'œuvre de contestation populaire intéressant. En fait, l'auteur fait ses gammes, puisqu'il n'a que dix-huit ans. Mais, c'est

bien son jeune âge qui rend ce récit séduisant, car le témoignage qu'il rend est authentique, étant donné qu'il a enduré, comme ses camarades, l'affreuse réforme de l'Éducation nationale proposée par Jean-Michel Blanquer durant ses années de lycée. Cet ouvrage est à la fois un pamphlet et un essai, effectivement, ce qui est aussi remarquable dans cet ouvrage c'est qu'il ne fait pas que critiquer et remettre en question l'Éducation nationale blanquérienne, il propose et met au jour sa vision de l'institution et ce qu'elle devrait être à l'avenir pour relever les grands défis de demain. Il est également intéressant, car l'auteur fut une sorte de cheval de Troie de par ses fonctions administratives qui lui permettaient d'être au diapason de tout ce qui se tramait : il n'était pas qu'un élève, il était aussi représentant des lycéens au conseil d'administration, délégué au CVL¹ et président de ce dernier ; c'est d'ailleurs lors d'une plénière du conseil d'administration qu'il eut vent de la suppression de 1800

1 Conseil de la vie lycéenne, instance permettant aux élèves élus de s'engager dans des projets, de réfléchir à l'organisation du lycée afin d'y améliorer les conditions de vie et d'apprentissage.

postes de professeurs pour l'année 2019 diligentée par ce maraud de Blanquer. Sans oublier de mentionner sa fonction de secrétaire de l'association sportive du lycée, qui lui permettait de côtoyer fréquemment les professeurs d'EPS² et d'échanger à maintes reprises avec eux au sujet de la réforme du baccalauréat qui détériorait encore plus la pratique du sport au lycée. Effectivement, cette réforme, comme toutes les autres, n'est plus placée sous le prisme de l'émancipation intellectuelle par l'apprentissage de connaissances et d'une culture générale vaste, ni de l'émancipation physique par la pratique rigoureuse d'une activité physique et sportive, mais du contrôle permanent de ses élèves, car elle ne jure plus que par l'évaluation. L'évaluation de l'élève devient omniprésente dans l'éducation, elle constituerait même une toquade pour ce bambin capricieux qu'est Jean-Michel. On ne veut plus vous faire apprendre des choses intellectuellement grandioses, on ne veut que vous évaluer pour ensuite vous trier et vous affecter dans un établissement qui correspond à votre niveau. Il est

2 Éducation physique et sportive

évident que pour vérifier que l'élève ait bien appris sa leçon, il convient de faire des évaluations, mais elles ne doivent pas devenir une obsession au détriment de l'apprentissage même. Ce contrôle obsessionnel et cette sélection que je dénonce constituent le cœur de la réforme Blanquer, axée exclusivement sur l'évaluation de l'élève, avec notamment l'instauration des E3C¹ qui permettent l'évaluation de l'élève par le contrôle continu. Cette particularité se remarque également dans l'apprentissage des langues au lycée.

1 Épreuves communes de contrôle continu

Introduction

Ce que je m'apprête à vous décrire est le trépidant récit d'un bachelier épris d'ire, ayant crapahuté dans un système scolaire aux abois, désormais en études supérieures. On le sait. Tout le monde le dit, à commencer par les professeurs eux-mêmes : l'Éducation nationale a été anéantie depuis des décennies par une bande d'oligarques n'ayant plus pied à terre. Et, la réforme Blanquer constitue l'acmé de cet anéantissement aristocratique. Cet enfant de la République que j'étais fut entassé comme ses camarades, année après année, dans des classes surchargées. Tandis qu'une partie des apprenants était à la bourre et ralentissait, l'autre avançait

à un rythme effréné. Personne ne se comprenait. Certains décrochaient et désertaient. Les élèves moyens s'évertuaient d'avancer du mieux qu'ils le pouvaient. Mais, les plus rapides en réclamaient davantage. Le professeur, lui, était accablé. Accablé par la tâche si immense qui lui incombait. Celle de devoir à la fois, diriger et former, un troupeau marqué par de fortes inégalités et une intolérable disparité de niveau. On remarque dans de nombreuses études que ceux qui réussissent le mieux leurs études sont issus des milieux sociaux les plus favorisés, et à l'inverse, ceux qui rament sont issus de milieux beaucoup moins favorisés voire défavorisés.

Nul besoin de compenser ces inégalités sociales en instaurant une politique de quotas impulsée par les États-Unis, qu'on appelle plus communément de la discrimination positive. Point de quotas car on ne choisit pas l'élève en fonction de son milieu social d'appartenance, mais de ses compétences ; alors, il faut

répondre au problème à son essence, à la source, il faut savoir comment se forment les inégalités pour pouvoir apporter une solution efficace à ce problème. Et ainsi, que l'écart de connaissances et de compétences entre élèves ne s'explique plus que par le travail personnel et non par le milieu social d'appartenance. Si tous les élèves avaient les mêmes chances de réussir, il n'y aurait pas de mal à ce que certains soient meilleurs que d'autres et inversement, car ce serait le reflet non biaisé du travail individuel de l'élève. Or, dans notre société, le reflet est biaisé par différents facteurs sociaux qui ne permettent pas à l'élève défavorisé de réussir dans de bonnes conditions. Tandis que l'élève issu d'un milieu favorisé peut souscrire à des cours particuliers privés pour réussir ses examens, celui qui est issu d'un milieu défavorisé ne le peut, car ses parents n'ont pas assez d'argent pour cela. De plus, considérant qu'à cause de l'exploitation capitaliste, les parents d'élèves issus de milieux sociaux défavorisés ne sont pas en capacité d'aider leurs enfants de manière directe puisque, soit ils sont tout le temps au

travail, soit ils ne disposent pas des connaissances nécessaires pour faire apprendre à la maison. Alors que l'élève issu d'un milieu social favorisé a généralement des parents cadres ou ayant fait de longues études qui pourront l'aider dans la majeure partie des domaines étudiés par l'enfant.

L'objectif n'est nullement de faire la « *chasse aux riches* » comme aiment bien nous reprocher les droitardés. Non, nous réclamons seulement une transformation de l'Éducation nationale pour que les élèves issus de milieux sociaux défavorisés et modestes puissent avoir les mêmes chances de réussite que ceux étant issus des milieux sociaux les plus favorisés. Ce qui se traduit donc par une augmentation des moyens ou bien une réorganisation totale et radicale de l'Éducation nationale sous tous ses angles. Et au passage, nous ne manquerons pas de faire main basse sur le pouvoir, car celui-ci a été accaparé par ces élites, or il n'appartient pas qu'aux élites mais à l'ensemble du peuple. Présentement,

l'égalité des chances est une fumisterie, elle est brandie en étendard, mais elle n'a pas d'existence concrète ; l'égalité des chances est un principe au contraire tout à fait abstrait, il n'est qu'un concept théorique qui n'est pas encore appliqué en pratique, et que les élites ont tout intérêt à ne pas mettre en pratique pour préserver leurs intérêts privés. Les galériens dans mon genre ayant connu la difficulté, sans parler des plus pauvres que moi, savent pertinemment qu'il n'y a pas d'égalité des chances. Nous le savons car nous avons connu la dure réalité ; tandis que ces aristocrates n'ont jamais connu la difficulté de toute leur vie. Dès leur genèse, ces aristocrates eurent été séparés du peuple. Comment Jean-Michel Blanquer peut-il prétendre vouloir l'« *école de la confiance* » alors même qu'il est un libéral issu des petites sphères aristocrates parisiennes déconnectées des réalités vécues par le peuple ? De quelle confiance ce branquignol parle-t-il ? De quelle confiance parle-t-il lorsque ce maraud de Blanquer se prélassa à Ibiza la veille d'une rentrée scolaire aussi compliquée ? Comment peut-on avoir

confiance en ces aristocrates qui se gobergent des ressources de l'État pour leurs propres intérêts au frais du contribuable ? Le manuel d'éducation que vous êtes entrain de lire constitue une base vers laquelle nous pourrions tendre lorsque l'heure sera venue de transformer radicalement le système scolaire français.

Il faut savoir que les milieux sociaux défavorisés ne se situent pas exclusivement dans les quartiers sensibles (REP+), en effet, on retrouve également en province des familles en situation de précarité, sans parler des territoires d'outre-mer laissés à l'abandon par la République. L'idée de notre cher ministre est d'augmenter les moyens destinés aux quartiers sensibles pour montrer aux yeux de la presse qu'il agit bien, mais ce n'est qu'un écran de fumée car il oublie de doter également la province, qui elle aussi boit le calice, et bientôt jusqu'à la lie. Chaque élève, peu importe son milieu social d'appartenance, devrait avoir les mêmes chances de réussir ses études qu'un autre. Hélas, cela, le

ministre ne l'a jamais compris et ne le comprendra peut-être jamais car il ne le veut point. Cela va à l'encontre de ses intérêts. Pour éduquer nos enfants comme il se doit, il ne suffit pas de lâcher un professeur dans la nature dans l'optique qu'il sauve les meubles par sa bravoure et son talent, et encore moins vu le salaire à la clé. Il ne peut encore moins le faire lorsqu'il ne reçoit pas une formation pédagogique suffisante, car ce n'est pas tout de savoir, il faut aussi apprendre à transmettre son savoir comme un maître envers son disciple, et ça, c'est tout autre chose. À traiter nos enfants comme du bétail, Jean-Michel Blanquer a généré l'effondrement de cette institution, qui fut belle jadis. Cette réforme constitue l'effondrement de l'éducation au sein d'une société déjà en passe de s'effondrer. Voilà quelles sont les répercussions lorsque l'on confie une institution chargée de former 12,5 millions d'élèves aux mains d'un aristocrate des petites sphères hypocrites parisiennes. Ce récit a donc également pour finalité de montrer comment l'héritage laissé par Jules Ferry et François Guizot a été

réduit à néant par ces technocrates comme Blanquer.

Chapitre I

Du ministre

Avant de faire grief à la politique conduite par l'un des plus féroces bonimenteurs du gouvernement, il conviendrait d'abord de le présenter.

Jean-Michel Blanquer fut bercé, comme ses petits camarades, dans les beaux quartiers de Paris. Plus précisément, dans le huitième arrondissement. Il est issu d'une famille particulièrement aisée vivant au boulevard Haussmann. À moins qu'il souhaite se révolter contre sa

propre caste, cette première marque de contexte permet de savoir à quelle sauce il compte manger les enfants de la République au travers de sa réforme. À l'instar de la ribambelle d'opportunistes qu'il côtoie, Jean-Michel effectue sa scolarité au collège Stanislas, un établissement privé catholique, puis intègre l'IEP de Paris et use des mêmes stratagèmes que les autres combinards de sa caste pour monter jusqu'au ministère et puis nous diriger par la suite. Il évolue dans un cercle fermé où l'hypocrisie, les coups-bas et les alliances font partie des règles du jeu et dans lequel vous ne trouverez que des aristocrates dans son genre. Au collège privé Stanislas, vous ne croiserez ni classes populaires, ni classes moyennes, seulement des enfants de bourgeois capitalistes qui nous dirigeront ensuite en nous exigeant de travailler plus mais de partir à la retraite encore plus tard. Cette idéologie, cette doctrine libérale est notamment inculquée à Sciences Po Paris, établissement dans lequel Jean-Michel Blanquer a passé quelques années. Sciences Po étant un établissement de relais et

d'endoctrinement réformiste à tendance libérale formant les futurs oligarques de demain. Un établissement dont Jean-Michel Blanquer souhaitait absolument devenir le directeur.

Cette coterie dénoncée, condamnée et contestée sans vergogne par le carton de mes paroles se constitue exclusivement de ce genre d'aristocrates comme Blanquer déguisés en ministres ou en députés. Ces derniers imposent aux français des choses qu'eux-mêmes sont en incapacité physique ou intellectuelle d'accomplir. Ces *aristocrato-ministres* n'agissent point pour le bien de tous les citoyens, non, seulement pour celui des élites qui les ont aidés à se placer à ces postes, les menant ainsi par le bout du nez, notamment grâce au contrôle des médias.

Par exemple, quand Macron et son compère Bruno Le Maire esbroufent aux français, à travers la réforme des retraites, la suppression des régimes spéciaux pour les travailleurs les plus exposés à la

pénibilité et le recul de l'âge de départ à la retraite, je dédaigne de mépris et de désespoir. Si on demandait à ces ministres d'aller faire du ciment dans un chantier en plein cagnard, ils ne tiendraient pas moins d'une heure avant de partir aux urgences dans une ambulance sirènes hurlantes roulant à tombeaux ouverts. En revanche, ces technocrates n'ont aucune amertume à l'imposer aux plus faibles de notre pays jusqu'à leurs 64 ans, s'ils sont encore parmi nous après tant d'années de dur labeur payées au lance-pierre. Sans compter Édouard Philippe qui propose même de reculer jusqu'à 67 ans et pourquoi pas supprimer la retraite tant qu'on y est ? 67 ans ou l'âge auquel notre corps n'est plus en capacité de répondre lorsque l'on exécute une activité professionnelle aussi difficile pendant plusieurs décennies. De quel droit un humain peut-il imposer une chose pareille à un autre humain ? Lorsque le second trimera la galère, le premier se pavanera au chaud sur son fauteuil, à l'abri du regard vide des 12 millions de pauvres de notre pays et de la pénibilité du travail,

obsédé à consulter les chiffres du CAC40, et ça c'est honteux. Si au moins ces pitres étaient capables de montrer qu'ils avaient les capacités de faire ce qu'ils dictent à longueur de journée, nous pourrions éventuellement leur accorder quelques miettes de crédit ; ces mêmes miettes qu'ils jettent pour contenir le peuple désarçonné et divisé sur le nez de celui-ci afin de se montrer bons, comme cette prime de Noël ou bien l'indemnité inflation de 100€. Au lieu de garantir un salaire fixe et décent à ses citoyens, le pouvoir en place ne leur jette que des miettes. Tout comme le fait de créer des internats d'excellence, au lieu de régler définitivement le fléau des inégalités sociales, on ne cesse constamment de les compenser par des micro dispositifs n'ayant aucun effet sur l'essence du problème.

Durant la construction de son réseau, Blanquer s'est lié d'amitié avec pléthore d'hommes politiques de droite comme François Baroin (UMP), Alain Juppé (UMP), Luc Chatel (UMP), Gilles de Robien (UDF),

Xavier Darcos (UMP). C'est ainsi que l'on comprend d'où vient son penchant ultra-libéral. Mais ce n'est pas tout, Blanquer, dans la perspective d'une politique de droite de réductions des coûts, supprime 80 000 postes d'enseignants entre 2007 et 2012 sous le quinquennat Sarkozy. Il met également fin à l'année de stage qui permettait aux jeunes enseignants de découvrir le métier avec un temps de travail réduit la première année assorti d'un tutorat et d'une formation continue. Comment peut-on imaginer que réduire le nombre de professeurs permettra d'améliorer l'éducation ? Voilà comment se matérialise la pensée de Blanquer : réduire, réduire, encore et toujours réduire les coûts. L'Éducation nationale serait-elle une banque au point de tout économiser ?

Après avoir suffisamment réseauté pendant une trentaine d'années, il enfle le costume du macroniste et rejoint Macron en 2017 par l'intermédiaire de son épouse Brigitte en devenant ministre de l'Éducation nationale du

jour au lendemain. En effet, Brigitte Macron fut émerveillée par ses théories libérales fumeuses et décida de le proposer à son mari. Clairement de droite, il marque pourtant une scission avec les origines politiques de Macron qui est issu du parti socialiste, un parti qui n'est théoriquement pas libéral. Par définition, le socialisme n'a rien à voir avec le libéralisme ; en fait, ces deux termes sont même hétérogènes, en effet, le socialisme fait prévaloir l'intérêt général au lieu de l'intérêt de certaines personnes. Cela montre donc que Macron est échevelé, c'est un opportuniste pétulant capable d'agglutiner des écologistes comme Barbara Pompili (EC), des progressistes, des libéraux et des conservateurs comme le duo Darmanin-Blanquer dans un même gouvernement, alors même que le libéralisme s'oppose à l'écologisme. On ne peut être à la fois socialiste et libéral, et écologiste et libéral. Toute la réforme de Blanquer est justement axée sur le libéralisme. En bref, Macron est le président du désordre et Blanquer le ministre de la fracture sociale. Selon notre cher ami Blanquer, l'État doit intervenir de

moins en moins dans l'école, elle doit se gérer seule. L'élève, lui-aussi, doit se gérer seul, il doit pouvoir être maître de son avenir ; le cadre étatique est supprimé, il échafaude et suit le parcours individuel qu'il a choisi. La politique ultra-libérale de Blanquer se manifeste par la fonction du proviseur, qui n'est plus un proviseur à juste titre mais un chef d'entreprise ; grâce à Blanquer, si vous avez un bon proviseur vous réussirez dans les meilleures conditions, mais dans le cas opposé, votre scolarité sera semée d'embûches, merci Blanquer ! La qualité de l'école publique n'est donc pas uniforme sur tout le territoire français, dans certaines zones géographiques elle sera excellente, mais dans d'autres elle sera médiocre voire catastrophique avec notamment des professeurs absents jamais remplacés. Grâce à la carte scolaire de Nicolas Sarkozy, si vous avez une domiciliation dans la bonne rue vous irez dans les plus beaux établissements de Paris, alors que si vous habitez en banlieue, vous ne vous contenterez que du fond du panier *ad vitam æternam*.

En 2012, après avoir été devancé par Frédéric Mion dans la course à la présidence de l'IEP de Paris, à la suite du décès de l'ancien directeur de l'établissement Richard Descoings, rémunéré 505 000 euros par an, chauffeur et logement de fonction compris, Jean-Michel Blanquer devient directeur de l'ESSEC. Il ne touchera pas autant que Richard Descoings, mais il gagnera quand même sa croûte, en effet, en 2016, il a été rémunéré 246 562 euros pour ses fonctions, soit 20 546 euros mensuels. Comment ne peut-on pas s'indigner face à de telles sommes d'argent engrangées par ce maraud qui, lui, n'hésite pas à rémunérer la plupart des enseignants autour des 20 000 euros annuellement ? Effectivement, à titre d'exemple, lors de sa titularisation, un enseignant touche 1612 euros mensuels nets (2067 euros bruts) ; mais, après dix ans de carrière, il ne touche que 1799 euros nets (2306 bruts), donc 21 584 euros annuellement. Ainsi, lorsque Jean-Michel Blanquer était directeur de l'ESSEC, son salaire était 12 fois plus élevé que celui des enseignants auxquels il demande toujours plus sans

cesse, des enseignants qui sont d'ailleurs sûrement bien plus utiles que lui. Voilà donc qui est ce fameux Blanquer, appartenant aux ministres bourgeois du Tout-Paris que vous voyez défiler à la télévision comme dans une pièce de la *commedia dell'arte*.

Chapitre II

Du tablier

Cet adulte que l'on appelait autrefois avec honneur et respect *maître*, n'est aujourd'hui qu'un adulte lambda parmi les autres. Le *maître* d'autrefois a rangé au vestiaire son tablier pour enfiler celui de monsieur tout le monde, tandis que les écoliers ont troqué leur sarrau et leur blouse contre des vêtements de marque. Le capitalisme s'est introduit à l'intérieur de l'école par les marques. Au lieu d'uniformiser les écoliers pour que les

inégalités sociales s'effacent, Blanquer permet le désordre. Les vêtements de marque sont justement les principaux facteurs de harcèlement scolaire. L'élève qui est mal fagoté est stigmatisé par les autres élèves qui ont les moyens de bien se vêtir. Le libéralisme, c'est aussi cela, ne pas intervenir dans ces questions, peu importe si l'ostentation de marques capitalistes génère du harcèlement scolaire. Alors que tout pourrait être réglé en conformant tout le monde à un même habit d'école. Cet uniforme scolaire permettrait à chacun de développer un sentiment d'appartenance au groupe, chacun fait qu'avec ce dernier, les marques n'existeraient plus dans le cadre de l'école. Blanquer et ses compères ne sont pas dérangés lorsqu'il s'agit de marques capitalistes, mais celui-ci ne manque pas de s'insurger et de rappeler à l'ordre certaines filles qui porteraient des tenues considérées comme « *indécentes* ». Ne voyez-vous donc pas là une entourloupe ? Lorsque les riches s'incrument dans l'Éducation nationale par l'intermédiaire des marques et des écoles privées, Blanquer laisse faire, mais

lorsque certaines tenues vestimentaires portent atteinte à sa morale conservatrice, celui-ci s'insurge. On a longtemps considéré qu'imposer un uniforme scolaire constituerait une atteinte à la liberté de l'élève de se vêtir comme bon lui semble. Pour autant, l'élève est-il libre lorsqu'il est aliéné par un conformisme sociétal relatif au port de vêtements de marques capitalistes hors de prix ? Une influence capitaliste que l'État est censé cadrer et réglementer pour que sa population ne dérive point. Mais bien sûr, cela ne risque pas d'arriver avec Blanquer puisqu'il prône le libéralisme. L'adolescent, porte-t-il un vêtement de marque parce qu'il est esthétiquement chouette ou parce que les autres membres du groupe le portent et exercent donc une influence néfaste sur ceux qui n'ont pas encore adopté le code vestimentaire normatif ? Nous devons donc instaurer un uniforme scolaire. Cela implique donc de devoir être ferme à l'égard des lobbies du textile qui tiennent en bride le gouvernement et qui le contraignent à laisser les enfants porter des vêtements de marque. Accroissant ainsi le

phénomène de harcèlement scolaire, tout en diminuant la discipline dans nos écoles. Blanquer est en quelque sorte un complice, puisqu'il laisse prospérer ce fléau comme une passoire.

Il est nécessaire de poser un principe. Vous ne venez pas à l'école pour vous comparer aux autres et exposer vos richesses. Aristote ne venait pas écouter le discours de Socrate pour se comparer à Platon, ils venaient uniquement pour s'imprégner du savoir de leur maître. De même, nos enfants devraient uniquement venir en cours pour s'imprégner des connaissances délivrées par le maître, sans prêter attention à l'ostentation des autres. L'uniforme scolaire sera un allié de taille dans la transformation du système scolaire français. Par définition, l'uniforme rend identique l'aspect vestimentaire de tous les élèves. Considérant que la République est indivisible et que les humains ne peuvent eux-mêmes s'accorder sur une règle commune sans l'intervention de l'État, nous devons imposer un

cadre étatique qui s'appliquera à l'ensemble des élèves : un uniforme national ou bien régional. Soit chaque région s'organise avec l'État pour doter ses élèves d'uniformes régionaux, soit l'État tient la queue de la poêle et dote d'un uniforme tous élèves de la République. Et que les grandes têtes pensantes de la macronie ne viennent point nous déranger sur le coût monétaire de l'uniforme national, car quand il a fallu sortir plus d'un milliard et demi d'euros pour mettre sur pied le *service national universel*, ceux-là étaient présents.

Outre le fait qu'il permette le gommage des inégalités sociales apparentes, l'uniforme scolaire permet également de poser un cadre. Un cadre qui évoque le sérieux, la rigueur et la discipline, des valeurs essentielles pour réussir ses études. L'élève, lorsqu'il portera son uniforme comprendra instinctivement qu'il a une fonction à laquelle il s'attachera : il est disciple pour toute une journée ; et, lorsque l'élève comprend la tâche qui lui incombe, son état de concentration s'accroît

grandement, car il intériorise le fait qu'il n'est pas ici pour tergiverser mais apprendre. Ce genre d'approches théoriques participent à la création d'une méthode d'apprentissage efficace. Et justement, Blanquer avec son idéal libertaire manque de méthode. Ce couard croit dur comme fer que l'enseignant saura se débrouiller seul avec son chef d'établissement, mais non le libéralisme c'est terminé. J'ose espérer qu'après tant d'arguments, vous vous rendez enfin compte que l'ultra-libéralisme a tué notre système scolaire, sans parler de nos autres structures publiques. Avec moi, le baccalauréat local c'est fini. Nous devons retrouver des cadres nationaux qui s'imposent à tous. Lorsqu'un sapeur-pompier enfle sa tenue, il sait pourquoi il est là, il sait pourquoi il s'est réveillé : pour porter secours et assistance. L'école n'est pas une colonie de vacances, elle l'est peut être aujourd'hui, mais jadis, l'école fut un temple de la connaissance et du savoir très respecté, elle ne l'est plus parce qu'elle a perdue ses cadres étatiques nationaux.

Chapitre III

Du maître et de son disciple

Comme ses camarades, l'enfant crédule que j'étais, prenait en note tel une machine, ce que rabâchait l'enseignant désespéré devant le tableau, pour être ensuite évalué deux ou trois semaines après. Le cours n'avait pas vocation à instaurer un dialogue, le professeur parlait, l'élève notait. Drôle de méthode d'apprentissage. En plus de réduire à néant le système scolaire, Jean-Michel Blanquer et ses prédécesseurs ont également désacralisé la fonction du professeur. Autrefois, si on

utilisait le terme de *maître* pour qualifier l'individu qui transmet des connaissances, ça n'était pas anodin. C'est l'exemple de Platon et d'Aristote, qui furent les disciples de Socrate, le maître. Il y avait un cadre hiérarchiquement vertical. Les élèves ne sont mêmes plus des élèves, ce ne sont que des preneurs de notes étant donné qu'ils participent de moins en moins. Les élèves d'aujourd'hui, de ma génération, et celle d'avant, ont perdu tout sens critique, ils ne s'interrogent plus - ne se questionnent plus – et suivent bêtement la norme sans réagir. Le disciple fut un fervent adorateur de son maître, il avait à juste titre la vocation future de « *dépasser le maître* ». Tandis que dans notre société occidentale consumériste, l'élève ne veut plus s'instruire, cela ne l'attire plus, il souhaite seulement obtenir le bout de papier qui lui confère le grade de bachelier. Ce n'est même pas qu'il n'a plus la volonté de s'instruire, c'est que l'Éducation nationale le conditionne comme tel. La réforme Blanquer n'a plus vocation à instruire les élèves, elle a vocation à les préparer au marché du travail. Le

maître, enfin l'enseignant, n'est plus un enseignant en soi, il a muté à travers les époques depuis celle de Jules Ferry. Aujourd'hui, le maître est devenu un formateur. L'enseignement n'est plus placé sous le prisme de la connaissance, du savoir et de la recherche, mais du capitalisme ambiant par le marché du travail. Le disciple était engagé corps et âme dans le cours que délivrait le maître. La Grèce antique nous a laissé un héritage si fabuleux, et nous n'avons pas su en tirer profit. On constate un décalage affligeant entre la transmission du savoir à notre époque actuelle et celle dans le temps. Aujourd'hui, on pourrait croire que les cours de lycée sont des cours magistraux dans la mesure où la classe est surchargée d'élèves et que le cours est binaire : l'élève écrit, le professeur parle, il n'y a plus aucune interaction ; jadis, le maître transmettait son savoir en dialoguant avec ses disciples, le maître pouvait donc vérifier que ses disciples avaient bien compris son discours.

Chapitre IV

De la déliquescence

Devant l'effondrement de l'école de la République et la perte de repères des professeurs, on n'a cessé de trouver un bouc émissaire. Des « *élèves perturbateurs* » disent-ils ! Ces derniers seraient les responsables de la désacralisation du professeur voire de l'anéantissement de l'école publique. En faisant cela, ils cherchent à nous diviser comme ils l'ont toujours fait. Nous diviser pour que l'on cherche ailleurs l'origine du problème, alors même que l'origine du problème se trouve devant nos yeux ébahis : chez ces technocrates qui

sont les auteurs de cette situation épouvantable. J'étais durant mes années lycée une sorte d'espion infiltré dans l'Éducation nationale élaborant ainsi chaque jour mon témoignage. Écrire devenait une nécessité absolue pour moi. Nos enfants et nos professeurs ne peuvent plus attendre une énième réforme détruisant davantage l'école de la République. Il est de mon devoir de vous communiquer l'état de santé de l'Éducation en France, car j'ai moi-même été justement confronté directement à l'une des plus épouvantables réformes de l'Éducation. Il faut montrer au grand jour ses rouages machiavéliques qui jettent en pâture et abandonnent les élèves en difficulté. Les réformes se sont enchaînées, décennies après décennies, et au final rien n'a avancé, bien au contraire, l'école publique s'est dégradée à un point de non-retour.

L'énième réforme de l'Éducation proposée par Jean-Michel Blanquer constitue l'acmé de la déliquescence de l'école publique française. M'enfin, les

gens de sa caste et lui compris sont des libéraux, alors on ne peut pas s'attendre à grand-chose de leur part. Ces gens-là n'ont point compris que nous ne voulons plus de réformes. Nous n'en pouvons plus des réformes. D'ailleurs, les professeurs eux-aussi en ont assez. Excédés d'enseigner sous l'autoritarisme blanquérien, certains de mes anciens professeurs ont nûment décidé de prendre leur retraite plus tôt que prévu voire de démissionner. Il est clair que nous ne pouvons plus attendre. Il est temps d'agir pour sauver notre France en totale dégénérescence. Comme la France est malade, nous lui prescrivons la transformation de ses structures publiques à commencer par l'Éducation qui est d'une honte monumentale. Notre France, qui se targue d'être la sixième puissance mondiale, se retrouve à la 26^e place sur le classement PISA² en matière d'Éducation : n'est-ce pas un paradoxe ? Comment peut-on montrer les muscles à l'échelle internationale tout en ayant, intérieurement, des structures publiques aux abois ? Voilà pourquoi je

2 Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), OCDE, 2018.

pense juste de vous délivrer mon témoignage poignant et authentique. De par mes fonctions d'élú au sein du lycée, j'étais très souvent au contact des professeurs, et je constatais qu'ils avaient la même opinion de leur ministre.

Est-ce donc cela la société française au XXI^e siècle ? Après des siècles marqués par des révolutions technologiques, des apports considérables dans tous les domaines scientifiques et techniques. Après l'apport de Jules Ferry pour la démocratisation de l'école publique. Après avoir été le phare dans la nuit sombre, la France se réduit donc à cela ? Une école moyenne voire déplorable pour les pauvres, et une école d'excellence privée pour ceux qui en ont les moyens. Pour exemple, au collège Stanislas dans lequel Blanquer a fait sa scolarité, le taux de mentions « très bien » à l'examen du baccalauréat atteignait 82 %, contre 13 % dans le public en 2016, soit 6,3 fois plus que dans le public. Cinq ans après, la situation ne s'est pas améliorée, puisque pour l'année

2021, le taux de mentions « très bien » était de 13.6 %, ce qui fait donc une augmentation de 0.04 % en 5 ans. J'aimerais bien pouvoir exposer ce chiffre épouvantable à ces chroniqueurs libéraux qui vantent la méritocratie et l'égalité des chances, qui n'est en réalité qu'une fumisterie.

La réalité est que le service public a atteint un tel niveau de médiocrité parce qu'il a été détruit par ces politiques libérales réformistes. Parlons-en justement de cette politique libérale. L'État intervient de moins en moins dans le parcours de l'élève, celui-ci à carte blanche sur le choix des matières qu'il étudiera durant toute sa scolarité, la réforme Blanquer est une sorte de restaurant dans lequel on choisit notre avenir à la carte, et peu importe si deux matières n'ont aucun rapport entre elles. Cette particularité de la réforme Blanquer permet de favoriser les enfants issus des classes les plus favorisées ayant déjà en tête un parcours tout tracé, celui de leurs parents, mais défavorise encore plus les enfants issus de

milieux sociaux défavorisés, car ils n'ont en général pas ce cadre familial qui leur permet d'avoir une perspective d'avenir. Voilà ce que donne la réforme Blanquer.

Chapitre V

De l'école privée bourgeoise

Avant toute chose, quand on parle d'école privée bourgeoise, on ne fait pas nécessairement référence aux petites écoles privées de province, qui n'ont pas ce côté bourgeois et « malicieux » de certaines écoles privées que l'on retrouve généralement à Paris.

Ce thème peut être mal interprété par le lecteur car il est très sensible. En effet, il touche à un sujet tabou

dans la société française : le quibus, si cher voire une obsession pour certaines personnes dans ce pays. Par conséquent, avant que les riches me sautent à la gorge, je dois introduire mon développement par un avant-propos : je ne suis point opposé à vous, ni à la richesse en soi, ni même aux écoles privées ; je considère seulement qu'il est inadmissible qu'il y ait une différence significative de niveau entre l'école publique et privée, car cela favorise une ségrégation sociale orientée sur le revenu. En détruisant l'école publique, Blanquer ne cherche à faire qu'une seule chose : cloîtrer les pauvres dans l'école publique, et les riches dans l'école privée, d'où il provient. Cette distinction peut également s'observer dans d'autres domaines, comme celui de la santé : un hôpital public aux abois pour les pauvres et d'un autre côté, les cliniques privées pour les fortunés. Il n'y aurait aucun soucis si l'école publique offrait les mêmes chances de réussite que les écoles privées, or, en l'espèce, ce n'est pas le cas.

Il faut apprendre à sortir de sa fortune et pointer le bout de son nez autre part ; en clair rangez au placard votre égoïsme, au moins durant la lecture de ce propos. Si vous étiez nés dans des milieux sociaux défavorisés vous vous plaindriez aussi de la destruction des services publics, car ils ne vous reste que cela quand vous êtes pauvre. Inutile de me ressortir le mythe du pauvre qui devient riche par son travail personnel et individuel à la manière du *self-made-man*, parce que statistiquement, les pauvres restent pauvres, et ce, pour l'éternité¹. Nous réclamons seulement qu'un pauvre puisse devenir aisé à tout moment, c'est tout, or ce n'est point possible car le plafond de verre dont je parle empêche le transfuge de classe que les plus pauvres espèrent en élisant à chaque élection présidentielle un poltron, qui leur met finalement à l'envers. En tant qu'élève, j'ai entendu à moult reprises une parole de désespoir de la part des parents d'élèves et aussi des élèves qui considéraient l'école publique comme « *pourrie* » et gangrenée par des «

1 Insee, panel Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV) 2017-2018.

éléments perturbateurs », et donc pour ceux qui en avaient les moyens financiers plaçaient leurs enfants en école privée. Blanquer tire également sur cette ficelle. Au lieu de restructurer l'Éducation nationale et de la doter de moyens efficaces, il jette la pierre sur ces fameux « *éléments perturbateurs* », alors qu'ils ne sont que des victimes du système, un système qu'il a lui-même mis en place. Je dis, haut et fort, à tous ceux qui traitent certains élèves d'« *éléments perturbateurs* » d'aller étudier les théories d'Howard Becker et de Robert K. Merton sur l'étiquetage social et la tension ; vous vous trompez de cible, ce ne sont, une fois de plus, que des victimes du système, si vous cherchez un responsable, je l'ai déjà désigné. La flamme de ce responsable brûle encore et nous devons l'éteindre.

Si Blanquer donnait des moyens suffisants à l'Éducation nationale et qu'il ne laissait aucun élève sur le carreau, personne, non personne, ne serait un perturbateur. La perturbation en classe est le fruit d'un

rejet du cours enseigné, et souvent d'un décalage entre le rythme de l'élève et de la classe, car il n'arrive pas à suivre et que l'enseignant n'arrive pas à lui faire raccrocher les wagons. Continuez-vous de courir après le coche lorsque vous l'avez manqué ? Non, bien sûr que non. Alors pourquoi l'élève continuerait-il à suivre le cours s'il est perdu et que personne ne l'aide à raccrocher ses wagons ?

Le libéralisme blanquérien se caractérise par ce manque d'accompagnement : vous êtes totalement maître de votre destinée, à vos risques et périls bien sûr, sauf si vos parents vous inscrivent à des cours particuliers hors de prix. Je l'ai moi-même vécu lorsque j'étais en spécialité mathématiques, en terminale nous n'avions que 6 heures d'enseignement contre 10 heures avec des cours en demi-groupes à l'époque de l'ancienne réforme, ces cours en demi-groupes permettaient justement d'aider les élèves qui ramaient en maths. Certes, ces heures d'accompagnement nécessitaient plus de professeurs,

mais au moins elles permettaient aux élèves en difficulté de progresser au lieu de les abandonner. Mais bien sûr, Blanquer ne garantira jamais un accompagnement digne de ce nom car il vous faut des pauvres pour s'occuper des tâches les plus ingrates de la société. Je dis, haut et fort, non à cette discrimination scolaire. S'il faut donc éteindre la flamme de ces technocrates, alors nous le ferons, car il n'est plus l'heure d'attendre passivement, mais d'agir. Nous avons été bercés par le capitalisme américain depuis notre tendre enfance, ce qui forcément découle à une forme de passivité vis-à-vis des problématiques sociales. On ne s'insurge plus. On ne se questionne plus. N'est-ce pas le signe d'une société en dérive ?

De l'école de Tersac

En parlant d'écoles privées bourgeoise on fait effectivement principalement référence aux écoles privées parisiennes, mais pas seulement. J'ai décidé de vous parler d'une école privée bien loin de Paris mais qui n'a pas manqué de m'abasourdir tant négativement que positivement sur certains points.

« *Age quod agis* »¹, telle est la devise de cette école. Située à 75km de Bordeaux à Meilhan-sur-Garonne, l'école de Tersac constitue le summum de l'école privée bourgeoise dans ce qu'il y a de plus phénoménal. Rattachée à l'académie de Bordeaux, cette école d'excellence a tout pour séduire les parents ainsi que leurs enfants. Vieille de 58 ans, elle est l'une des écoles les plus prestigieuse de France, dans laquelle la discipline règne dur comme fer. Chaque année, ils sont 120, venus du monde entier à intégrer cet internat de prestige pour privilégiés. Vous verrez à travers mon

1 "Fais bien ce que tu fais !" : incitation à faire correctement ce qu'on entreprend.

argumentaire comment cette école, bien qu'exceptionnelle, représente tout ce qu'il y a de plus minable dans la favorisation des riches en dépit des élèves français modestes qui doivent se contenter, eux, d'écoles de bas de gamme.. Mais, nous verrons que cette école, bien que critiquable sur la forme, doit être un modèle vers lequel l'école publique devrait tendre. Une fois de plus, l'objectif recherché avec l'exemple de cette école n'est pas de s'opposer aux écoles privées, mais de montrer le contraste inadmissible qu'il existe entre le privé et le public, et donc que certains fortunés sont avantagés voire même poussés à la réussite contrairement aux plus modestes de notre pays. La finalité n'est donc que de dépeindre la réalité concrète : des écoles privées pour fabriquer des élites, et une école publique pour maintenir les pauvres et les modestes dans leurs conditions. Le problème n'est pas qu'il y ait des écoles privées en soi, mais que l'excellence et la discipline, réservées aux riches, soient totalement absentes de la plupart des écoles publiques. L'objet de mon combat

politique est de lutter pour que nos enfants, en particulier les plus modestes dont j'ai fait partie, n'aient guère à déboursier des sommes d'argent délirantes pour pouvoir accéder au prestige, à l'excellence et à la discipline que peuvent offrir des écoles pour élites privilégiées. L'ancien directeur de l'école de Tersac Olivier Gautier le disait lui-même dans le cadre d'un reportage diffusé à la télévision : « *nous formons une élite, je le revendique* »¹.

Sans surprise, le prix de cette école de renom est exorbitant : près de 22.000 euros à l'année, sans compter les frais de dossier (390 euros), d'habillement (plus de 1000 euros en moyenne) et de fournitures scolaires (300 euros en moyenne). L'excellence, est-ce le fait de côtoyer uniquement des enfants de bourgeois dans un établissement hors-contrat de prestige isolé de toute difficulté de la vie réelle ? L'excellence, en tout cas pour moi, ça n'est point l'accessibilité immédiate et capricieuse par les plus riches ou bien l'endettement des plus pauvres, soucieux et inquiets du destin de leurs

1 C'est ma vie : à l'école de l'excellence. Pauline Giraudy.

enfants en difficulté. Ces jeunes enfants, bien qu'ils n'y soient pour rien, auront sûrement de vastes connaissances et un profil à la « sciences po » de cadre libéral-réformiste qui leur permettra de pantoufler et d'atteindre les sphères aristocrates de l'État, mais ils n'auront jamais la prégnance du réel que le milieu public vous inculque. En quelque sorte, tous ces fils de bourgeois des écoles privées auront une nette carence dans de nombreux domaines et ça se remarquera par leur attitude. Cette prégnance du réel qui vous apprend la tempérance, la sobriété, la solidarité et le partage. Ce profil de cadre libéral se confirme par les propos de l'ancien directeur Olivier Gautier lui-même : « *il faut en faire des libéraux, c'est-à-dire des gens qui réfléchissent par eux-mêmes et qui sont capables à un moment ou un autre de créer leur propre outil de travail* »¹ ; d'une part cela confirme effectivement ma thèse, selon laquelle ces enfants tendent à être des profils à la « sciences po », mais d'une autre part, je pense qu'on peut remettre en question la définition qu'il donne de l'Homme *libéral*, non, réfléchir

1 C'est ma vie : à l'école de l'excellence. Pauline Giraudy.

par soi-même ne correspond pas à celui qui est libéral mais plutôt à celui qui est autonome (*autos nomos*).

« *Combien y a-t-il de députés chefs d'entreprise en France ?* » demande Olivier Gautier dans le même reportage à sa poignée d'élèves durant le cours de culture générale. Ce à quoi il répondra « cinq ! ». Le directeur est lui-même la preuve formelle de l'aspect élitiste de cette école, au lieu de s'indigner du nombre de députés issus de milieux ouvriers, celui-ci s'indigne de l'absence de députés chefs d'entreprise gagnant très bien leur vie.

Pour commencer avec une anecdote croustillante, dans cette école, l'effectif par classe ne dépasse pas une dizaine d'élèves, contre 30 en moyenne dans le public, c'est tout bonnement divisé par deux. Bien évidemment, c'est une moyenne, donc ça n'est que peu représentatif de la réalité, puisque dans certains lycées l'effectif sera de 28 et dans d'autres 38 ; en comparaison, dans ma classe de terminale nous étions 37. Rien qu'avec cela, croyez

vous encore en la méritocratie ? Ainsi, en réduisant le nombre d'élèves par classe, l'école assure un meilleur accompagnement que dans une école publique lambda. A cet égard, Paul, un ancien élève de cette école nous indique qu'il était dernier de sa classe dans le public, mais lorsqu'il fut élève de l'école de Tersac, il était toujours dans les trois premiers ; la qualité de l'enseignement est bien responsable de sa réussite, et ceci met parfaitement en évidence le contraste entre l'école publique et l'école privée. Dans le public, on vous ne vous garantira que le strict minimum, tandis que dans le privé, vous disposerez de toutes les ressources suffisantes pour réussir avec brio votre scolarité. C'est inadmissible, *pardi !* La qualité de l'enseignement ne doit guère se vendre au plus offrant, l'éducation est un droit fondamental des Hommes. Si les riches ont envie de s'arranger entre eux, alors que grand bien leur fasse, mais qu'ils partagent le gâteau pour que l'école publique puisse retrouver son excellence perdue depuis jadis, et que les plus modestes de notre pays puissent évoluer dans

la société sans recourir aux écoles privées. Notre ami Blanquer, quant à lui, a disposé de ressources suffisantes, voire même en abondance, pour réussir sa scolarité lorsqu'il étudiait à *Stan*. La qualité de l'enseignement ne fait pas tout non plus, le cadre discipliné de cette école lui a sûrement permis de réussir. Nous devons retrouver de la discipline dans nos écoles publiques, et, je pense qu'il serait intéressant de voir ce que proposait nos anciennes écoles du XXe siècle en matière de discipline.

Un autre fait remarquable, cette école attache tellement d'importance à l'effectif par classe que les cours de langue vivante comme l'espagnol se font autour d'une table ronde à seulement six élèves. Ainsi, le professeur peut davantage accompagner les élèves autour d'une table ronde plutôt que dans une vaste salle de classe surchargée d'élèves. Le professeur surveille plus facilement ses élèves lorsqu'ils ne sont que six au lieu d'une trentaine. Apprendre une langue comme l'anglais nécessite le fait de la pratiquer tant à l'écrit qu'à l'oral,

or, comment peut-on bien la pratiquer à l'oral lorsque l'enseignant doit distribuer la parole à 35 élèves en deux heures par semaine ? En cours de philosophie, ce modèle pédagogique prendrait tout son sens, car dans cette discipline on met l'accent sur l'échange d'idées et le débat. La même question se pose face à des élèves apathiques en cours de philosophie : comment un enseignant de philosophie peut-il sortir les élèves de leur inertie lorsqu'ils sont 35 par classe ? Le professeur n'y arrivera tout simplement pas, car en plus de devoir distribuer la parole, il doit aussi avancer dans le cours ; deux tâches essentielles qui prennent beaucoup de temps. On voit donc que le professeur ne peut pas à la fois distribuer la parole à 35 élèves et avancer dans le cours théorique. Par contre, il le pourrait avec un effectif par classe drastiquement diminué. Mon ami Amir Tchiana m'eut raconté qu'il avait choisi l'allemand, et donc qu'ils étaient encore moins nombreux : 4 élèves. Forcément, avec un tel effectif par classe, l'apprentissage d'une langue sera réussi avec brio. Bien sûr, dans le secteur

public, il sera quasiment impossible d'arriver à réduire autant le nombre d'élèves par classe, mais si nous pouvions arriver à moins d'une vingtaine d'élèves par classe ce serait formidable.

Objectivement, cette école est superbe : les élèves évoluent dans un cadre d'apprentissage idyllique, dans la campagne où le fond de l'air y est frais, ils ne sont qu'une poignée par classe, ils sont encadrés d'une main de fer et accompagnés tout au long de leur périple ; bref, toutes les conditions sont réunies pour qu'ils s'épanouissent. Bien que cette école soit élitiste, nous pourrions nous en inspirer pour bâtir l'école de demain : par exemple, on pourrait commencer par réduire drastiquement le nombre d'élèves par classe, en se rapprochant de la vingtaine d'élèves par classe au lieu de 30 aujourd'hui. Nous pourrions également axer notre transformation sous le prisme de la discipline. Nous pourrions faire tant de choses, mais ce qui est sûr c'est que l'Éducation nationale nécessite une transformation

d'ampleur pharaonique, et dans différents domaines.

Ce qui est également bon à récupérer dans cette école c'est la méthode de travail, autrement dit le « modèle pédagogique ». En informatique, vous aurez beau avoir le meilleur processeur, la meilleure carte graphique ou bien la meilleure mémoire RAM, si votre carte mère n'est pas adaptée, votre ordinateur ne démarrera jamais. De même, vous aurez beau avoir les meilleurs outils de travail, si le modèle pédagogique de l'école n'est pas optimal, l'éducation sera médiocre. Le modèle pédagogique est un socle sur lequel viennent se greffer tous les instruments de l'Éducation nationale. En l'occurrence, le modèle d'éducation à la française est obsolète et très brut de décoffrage : en filière générale, l'élève a de 8 heures jusqu'à 18 heures des cours à tour de bras. On peut comprendre que des élèves développent un sentiment de rejet et de lassitude à l'égard de l'école. Quand un professeur est absent, les élèves sont toujours heureux et ne manquent pas de laisser transparaître leur

joie en hurlant dans les couloirs. Cette scène s'est répétée tellement de fois durant ma vie de lycéen. Mais je comprenais mes camarades, les cours étaient ennuyeux et n'avaient que peu d'intérêt. Je pense qu'outre la discipline, il faut que l'école amène dans les jeunes esprits la joie d'apprendre. Si un bon nombre détestent autant l'école c'est parce que réforme après réforme, elle n'a jamais cessé d'être aussi mal pensée. L'école d'aujourd'hui n'amène pas dans les jeunes esprits la joie d'apprendre, au contraire, les élèves n'apprécient pas l'école car ils la considèrent comme une tarre. Ce qui nous fait de plus en plus penser que le ministre Blanquer veut davantage préparer ses élèves au marché du travail subalterne qu'à la recherche et au développement de l'esprit. Je m'insurge. Il est impossible d'apprendre correctement dans un modèle d'éducation pareil. L'école de Tersac fonctionne sur le modèle anglo-saxon : les cours théoriques sont placés en début de journée, et les activités pratiques et sportives l'après-midi. En l'espèce, à Tersac, les élèves commencent leurs cours à 8h30 (9h30

le mercredi) et finissent à 15h30 avec 1h30 de pause pour déjeuner, puis de 15h30 à 18h viennent les activités physiques et sportives. Les rats de bibliothèques ne sont souvent pas en très bonne santé, l'être humain n'est pas fait pour rester cloîtré ébloui par les néons d'une salle de classe à ingurgiter des tas de choses qui n'ont souvent ni queue ni tête des heures durant. Le poète romain Juvénal eut proféré ces belles paroles : « *Un esprit sain dans un corps sain* » (*Mens sana in corpore sano*), en clair, pour avoir un esprit de très bonne qualité, il est nécessaire d'avoir une hygiène de vie irréprochable. Il convient donc de refuser ou au moins de limiter sa consommation d'alcool – de cigarette et de substances stupéfiantes. Mais, cela implique aussi de devoir pratiquer une activité physique et sportive régulière. Certes, le modèle anglo-saxon consacre moins d'heures à l'apprentissage de connaissances théoriques, mais elles sont utilisées à un meilleur escient que dans le modèle français. Effectivement, à partir de 14 heures, période de digestion, l'état de concentration des élèves aura

drastiquement chuté, il n'est donc pas très pertinent de se livrer à l'apprentissage de connaissances théoriques pures. Il est plus pertinent de se livrer à de l'apprentissage par le biais de jeux ludiques ou bien à une activité physique et sportive. Le modèle anglo-saxon a donc tout juste sur ce coup. Hélas, cet opiniâtre de Blanquer semble vouloir camper sur ses positions et refuse de changer de modèle pédagogique. Pourtant, c'est un modèle en vigueur depuis plusieurs siècles, il serait temps de le remettre en question. On ne peut pas modifier le contenu de l'école si on ne modifie pas avant le socle sur lequel se contenu viendra se greffer. C'est une base que nous devons changer. La question du modèle pédagogique est nécessaire et incontournable, on ne peut la laisser de côté. Pour bâtir l'école de demain, nous devons nécessairement nous ôter ce modèle éducatif qui horripile tant nos jeunes esprits en formation. M'enfin, là n'est pas la question, nous détaillerons dans un chapitre à venir le modèle, qui selon moi, qui pourrait remplacer l'actuel.

Féru de sport, j'ai tout de suite apprécié la démarche de cette école. Dans le public, hélas, vous n'avez que 2 heures de sport par semaine, contre 12 heures et demi à Tersac, soit 6.25 fois plus dans cette école, c'est absolument phénoménal. Il n'y a que des bénéfiques à instaurer autant de pratique physique et sportive dans la semaine, comme dit précédemment, l'individu ne peut apprendre correctement et s'épanouir s'il ne voit pas autre chose que ses cahiers. Et d'ailleurs, vous n'étiez pas obligés d'aller faire un marathon tous les jours, des activités plus douces étaient proposées, comme l'équitation ou le badminton par exemple. Mon cher ami Amir Tchiana, ancien élève de cette école eut choisi à cet égard le tennis et le volleyball. Il y en avait donc pour tous les goûts, l'objectif principal était de mettre son corps en activité physique. Avec la démocratisation de l'enseignement à distance et du télétravail, nous tendons de plus en plus à être des sédentaires, or, l'Homme n'a cessé d'être un « *chasseur-cueilleur* », son corps était donc mis à rude épreuve chaque jour, il n'était point

question de rester assis des heures durant. Selon moi, nous devons retrouver les fondamentaux inscrits dans nos gènes : savoir courir, se défendre et être forts physiquement. Nos ancêtres « *chasseurs-cueilleurs* » devaient parfois fuir un potentiel danger, utiliser la force faire face à un adversaire et souvent porter des charges lourdes ; or, l'individu moyen est-il en capacité de le faire aujourd'hui ? Puisque l'Éducation nationale a failli dans cette mission, j'ai dû moi-même prendre en charge cet apprentissage : du judo depuis mes six ans, de la course à pieds et de la musculation. A l'heure où les gens de droite flasques disent que ce n'est pas à l'Éducation nationale de prendre en charge l'éducation des enfants, alors c'est à qui de le faire si les parents ne le peuvent ? J'ai eu la chance d'avoir des parents sportifs, mais ce n'est pas le cas de tout le monde. Ces gens de droite dont Blanquer fait partie doivent apprendre à ne pas uniquement se regarder le nombril. Bien que Tersac soit une école élitiste, elle a au moins le mérite de bien former ses élèves, nous devons nous en inspirer : augmentons le

taux horaire de pratique sportive à l'école. D'autant plus que les deux heures de sport par semaine sont biaisées et fausses, en réalité, nous ne faisons que 45 minutes d'effort physique au maximum et je vais vous expliquer pourquoi. Dans ces deux heures sont compris : 15 minutes pour que les élèves se changent dans leurs vestiaires respectifs, 30 minutes de transport si la zone d'exercice physique se trouve en dehors du lycée (stade d'athlétisme par exemple), et 30 minutes d'explication purement théorique parfois très futiles. Donc, le format actuel d'EPS est beaucoup trop léger, mais en plus il est mal conçu. Mal conçu car les élèves ne consacrent que 30% des deux heures à l'effort physique. Voilà donc ma conviction : un esprit sain dans un corps sain ! Concrètement, l'école de Tersac, bien qu'élitiste, est un modèle d'éducation vers lequel l'école publique doit tendre : une réduction des effectifs par classe, un cadre discipliné, un uniforme scolaire, une pratique sportive accentuée, de l'accompagnement. Enfin, concernant le sport, il est primordial et doit être accentué dans le

secteur public pour une autre raison : les activités physiques et sportives permettent aux jeunes de quartiers difficiles de sortir de leur état de conduite délinquante. L'être humain occupé par une activité ne se livre pas à de la délinquance, car il est justement occupé à faire autre chose que cela. La délinquance dans les quartiers se manifeste par une absence d'activité étant donné qu'ils sont souvent abandonnés par les services publics. Alors, si les services publics reviennent vers eux, par le biais de l'école, et leur permette de s'épanouir tant intellectuellement que physiquement, nous aurions de nouveaux champions.

« C'est comme de nous dire que la France avance alors qu'elle pense, par la répression, stopper net la délinquance [...] les coups ne régleront pas l'état d'urgence à coup sûr », à travers ces paroles, JoeyStarr et Kool Shen veulent montrer que ce n'est pas par une répression binaire qu'on pourra annihiler la délinquance,

c'est autrement qu'on le pourra. Mais quelle est donc autre méthode ? Cette autre méthode c'est le sport, ce que promeut justement l'école de Tersac. De manière générale, ces jeunes apprécient souvent les sports de combat comme la boxe. Par exemple, Cassius Clay alias Mohamed Ali, issu d'un quartier noir de Louisville dans le Kentucky, s'est initié à la boxe après s'être fait voler son vélo. Il n'est pas devenu boxeur par un mécanisme de reproduction sociale, mais parce que les gants de boxe lui sont tombés dessus par hasard, effectivement, c'est Joseph Elsbey Martin Sr., un *policeman* du quartier qui lui recommanda d'enfiler des gants. Sans ce hasard, que serait devenu Cassius Clay ? Imaginez donc que l'école, principal lieu de socialisation mette en avant le sport comme le fait l'école de Tersac, nous aurions très probablement une vague de nouveaux champions dans toutes les disciplines et notre pays rayonnerait dans tout le monde entier. Beaucoup de gens de droite méprisent et se livrent à une guerre à l'égard des jeunes de cité et des quartiers sensibles parce qu'ils créent du trouble. Certes,

il ne faut point le nier, il y a effectivement de la violence dans les quartiers sensibles. Mais pourquoi y a-t-il une telle violence ? Ces gens de droite comme Blanquer et Darmanin constatent la violence, mais ne l'analysent pas. Cette violence est la réaction d'une jeunesse, souvent très douée, qui exprime son refus de l'ordre en place. Cette jeunesse est violente et commet du trouble parce qu'elle est abandonnée par la République. Trouvons à cette jeunesse en surplus d'énergie des occupations, poussons-les à travailler et à s'épanouir, ils ne sentiront plus obligés de délinquer. Le sport est une réponse efficace à ce manque de cadre. Beaucoup de vagabonds se sont sortis de la rue grâce à leur talent, comme par exemple JoeyStarr et Mohamed Ali. Les jeunes de ma génération et celle qui arrive n'iront pas vers le sport de leur plein gré si vous ne les incitez point à en faire, car c'est avant tout difficile de faire du sport, ça demande du courage et du dépassement de soi. Tandis que ces jeunes bourgeois disposent de terrains de sport privés, les jeunes en difficulté n'ont souvent pas grand-chose. Le rôle de

l'école est donc d'amener ces activités vers les jeunes pour qu'ils puissent trouver leur voie. La voie théorie n'est pas unique. Ces jeunes débordent d'énergie, ils ont l'envie de bouger et de faire. Les enfermer dans des classes surchargées de 37 élèves ne les canaliseront pas. Il n'est donc pas étonnant que l'école de Tersac ait de meilleurs résultats que toutes les autres écoles françaises, l'entretien de son corps et de sa santé est primordiale pour avoir un esprit sain.

Du chouchoutage et des privilèges

Quelque chose me chagrine et me dérange au plus haut point. Effectivement, lorsque l'on met cette école en perspective avec l'école publique, on constate quelque chose d'inadmissible. Ce qui est inadmissible c'est de voir que des individus, tout autant égaux en droits que leurs semblables, conscients de la morosité de l'école publique, peuvent se prévaloir de passe-droits. Des passe-droits qui leur font bénéficier de privilèges exceptionnels à profusion. Ces passe-droits leur permettront de ne

jamais côtoyer la difficulté et d'être chouchoutés durant toute leur existence, pendant que d'autres trimeront la galère alors qu'ils sont humains au même titre qu'eux. Il faut comprendre que c'est grave parce que ça constitue de l'injustice : pendant que l'un est désavantagé par le fardeau qu'il porte sur ses épaules depuis jadis, l'autre est avantagé, et est épargné de toute difficulté. Je ne parle pas de chouchoutage pour rien, « j'ai mes sources » comme on dit, et puis, tel l'Ingénu, j'observe avec mon regard perçant la caste bourgeoise française à laquelle je n'appartiens point. Afin de faire tenir sur de solides fondations mon pamphlet, j'ai pu échanger avec le fils d'un ancien notable nigérian, l'ancien ministre du Niger Omar Tchiana, qui a inscrit son fils, Amir Tchiana, à Tersac. Celui-ci m'a livré un certain nombre d'informations très pertinentes et pittoresques, et m'a permis d'y voir plus clair dans ce genre d'écoles bourgeoises.

Toutefois, il n'est point question de leur sauter à

la gorge ou de les mener au bûcher en guise de punition, ils ne sont que des victimes de cette société capitaliste menée par la baguette de ces oligarques comme ce maraud de Blanquer. Effectivement, en soi, ces dirigeants d'écoles privées ne font qu'exploiter un marché économique comme d'autres le font, ils sont dans les clous de la loi car ils font ce qui est permis. Les responsables sont donc ceux qui permettent cela. Ces responsables libéraux que l'on doit blâmer sont ceux qui ne régulent pas certains marchés économiques, comme celui de l'éducation. C'est donc à nous de nous élever pour demander la régulation du marché de l'éducation. Les vrais responsables sont ceux qui ont créé la possibilité, pour un petit nombre d'individus, de déroger aux difficultés de la vie réelle à tous les niveaux, moyennant un effort financier conséquent que seuls les plus fortunés peuvent réaliser. Quand je mentionne le terme de « *vie réelle* » pour tous les gens « *connectés* » à la vie réelle, et qui y vivent, je mets en opposition tous les autres individus « *déconnectés* » qui appartiennent à

une caste et qui ne vivent pas parmi-nous, mais contre nous dans les bâtisses des beaux quartiers parisiens. Hélas, nous attachons beaucoup trop d'importance au quibus. Celui-ci nous divise et nous oppose. Nous ne devons point mettre de côté le fait que nous sommes avant tout des êtres humains de passage sur Terre, de ce fait, rendons-nous la vie agréable. Rendons la vie agréable à tous les humains sur Terre sans distinction. Puisque nous avons passé un contrat social avec l'État, et que nous ne devons plus être des « *chasseurs-cueilleurs* » comme l'eurent été nos ancêtres, les États de la société internationale, à commencer par la France, doivent garantir à chacun de leurs sujets, sans prêter attention à leurs caractéristiques ethniques, un cadre de vie digne de ce nom, au moins le minimum viable. Il ne faut point jeter en pâture toutes ces personnes qui placent leurs enfants en école privée comme ça a été le cas pour l'ancien ministre Omar Tchiana, car je suis moi-même le premier à le dire : l'école publique est médiocre, ainsi, placer son enfant en école privée peut se justifier. Pour

lors, l'objectif n'est pas de vouloir la fin des écoles privées, il est plutôt de transformer l'Éducation nationale pour qu'elle retrouve sa grandeur passée et qu'elle puisse à nouveau former avec brio de jeunes esprits. Qu'elle retrouve un niveau au moins égal à celui des écoles privées afin que les plus modestes de notre pays n'aient point à déboursier des sommes folles pour garantir un destin prometteur à leurs pitchouns.

Amir Tchiana, fils d'Omar Tchiana, a donc fait sa scolarité à l'école de Tersac précédemment étudiée. Amir disposait d'avantages impressionnants : son logis n'était point les dortoirs de l'école de Tersac bien que standards et agréables, il logeait dans une maison de maître, avec piscine intérieure et extérieure comprise. Comment peut-on ne pas réussir ses études brillamment avec de telles conditions de vie ? Amir n'est pas le seul, tous les petits fils de cadres parisiens évoluent dans ces mêmes cadres idylliques pendant que l'école publique provinciale boit le calice jusqu'à la lie. Cette situation constitue une pure

et parfaite inégalité. Tandis que certains enfants sont comprimés avec leurs familles dans de petits appartements, d'autres sont seuls dans des bâtisses de notables. Ces petits fils de bourgeois vivent avec notamment des ressources techniques et matérielles leur permettant d'apprendre mieux et davantage que les autres : une bibliothèque gigantesque, des domestiques pour les délester de leurs tâches les plus faciles, un cadre de travail harmonieux et soigné permettant d'être heureux, en clair, la belle vie ; effectivement, un état d'esprit en bonne santé est nécessaire pour travailler convenablement. Le problème n'est pas qu'il y ait des fils de bourgeois, c'est plutôt que des élèves pauvres ou modestes ne puissent pas apprendre correctement du fait de leur condition sociale. Et ainsi, ce décalage contribue au renforcement des inégalités. L'école doit justement permettre aux élèves motivés et travailleurs de progresser même s'ils viennent de milieux sociaux en difficulté, or ce n'est pas le cas. On constatera une large différence dans l'état de concentration d'un élève qui est heureux de

vivre car il dispose de tout et même de trop, et celui qui n'est le pas, car il ne dispose de rien. Il ne dispose de rien, mais en plus de cela, il est abandonné par ses pairs et par la société. Sans parler des professeurs abandonnés par leur institution. Comment peut-on donc avancer dans un capharnaüm pareil ? L'Éducation nationale constitue un grand bazar. D'ailleurs, le grand bazar est un film magnifique des charlots mettant en lumière un petit commerce de proximité se faisant dévorer par les premiers grands groupes capitalistes de l'hypermarché. Appliqué à l'Éducation nationale, on peut aussi considérer que les petites écoles publiques locales se sont fait dévorer par ces grands groupes privés qui attrapent de plus en plus de parents d'élèves inquiets dans leurs filets. Il est devenu étrange, dans les mœurs contemporaines, de placer son enfant en collège ou lycée public, les parents font tout pour éviter le public. Cette tendance doit s'inverser.

Chapitre VI

De l'anéantissement de l'école publique

L'une des mesures phares de Jean-Michel Blanquer durant sa carrière a été de supprimer 80 000 postes d'enseignants. Or, comment peut-on assurer plus d'enseignement à nos élèves avec moins d'enseignants en poste ? Blanquer a trouvé la solution : recrutement uniquement que des contractuels ou des surveillants qui n'ont donc pas de CAPES (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré), pour

assurer des cours ou bien remplacer des enseignants absents. N'en déplaie aux libéraux qui placent leurs enfants dans des écoles privées, être professeur ne s'improvise pas. Pour transmettre un cours à des jeunes esprits en formation, il convient nécessairement d'être expert dans la matière concernée mais aussi de savoir transmettre ses connaissances. La tendance actuelle dans l'Éducation nationale est de laisser des classes entières à l'abandon lorsque leur professeur est absent, en effet, de nombreux scandales ont éclaté à travers toute la France : l'affaire des professeurs absents non remplacés. En même temps, c'est tout à fait logique, lorsque Blanquer supprime 80 000 postes de professeurs il va être très difficile de pouvoir assurer un roulement entre les professeurs en poste et ceux qui sont absents. Alors, souvent, des classes n'ont pas de professeurs durant un trimestre, voire deux, ou même une année entière. Mais bien sûr vous ne trouverez pas cela dans les écoles privées, cela n'arrive que dans l'école publique blanquérienne. Selon la Cour des comptes, les absences

de courte durée des professeurs ont représenté, durant l'année scolaire 2018-2019, soit avant le confinement, 2.5 millions d'heures, dont 500.000 seulement ont fait l'objet d'un remplacement. Et donc, deux millions d'heures de cours n'ont pas été remplacées. Tiens donc, ne serait-ce pas un coup monté par notre État profond, qui voudrait privilégier les intérêts privés aux intérêts du peuple ? Ce peuple que vous traitez avec mépris réclame un service public digne de ce nom, car il semblerait que Blanquer et ses petits compères eurent fait litière que le droit à l'éducation est un principe inscrit dans les droits universels de l'Homme¹. Alors que les écoles publiques sont à l'agonie et que les moyens manquent, selon un décret publié au JO du 11 décembre, ce maraud de Blanquer a renoncé à dépenser 75 millions d'euros, qui faisaient pourtant partie du budget qui lui avait été alloué pour l'année 2021. Voilà donc ce qui se passe quand vous mettez des fesse-mathieux à la tête de notre pays. Ces harpagnons d'oligarques réduisent les dépenses liées aux

1 Article 26 de la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

secteurs publics sans mettre de gants, mais n'hésitent à se faire plaisir sur les frais de représentation en se moquant du peuple. Et lorsque l'on demande un droit de regard au chapitre des frais de représentation, le gouvernement ne répond pas.

Selon une étude de l'INSEE², les classes des établissements publics comptent en moyenne 3.3 élèves de plus que celles des établissements privés (respectivement 29.9 et 26.6 élèves). Ce qui montre donc une fois de plus la différence de qualité entre le public et le privé. Vis-à-vis du nombre d'élèves par classe, vous aurez plus de chance de réussir dans une école privée que dans une école publique. Et ce, pour une raison très simple : les professeurs pourront davantage apporter de l'accompagnement à une classe de 20 à 25 élèves qu'une classe surchargée de plus de 30 élèves. Jean-Michel Blanquer a sans doute oublié depuis longtemps que les enseignants sont des humains et non des machines. De ce fait, ils ne peuvent accompagner un effectif trop

2 INSEE, Élèves et établissements des 1^{er} et 2nd degrés 27/02/2020

important d'élèves de la même façon que s'il était réduit ; ainsi, la qualité de l'accompagnement sera fortement réduite de sorte que le nombre d'élèves par classe augmente.

Chapitre VII

Du mythe de l'égalité

Le ministre Blanquer, par sa réforme catastrophique, n'a guère apporté de solutions efficaces pour résoudre les problèmes liés aux inégalités, bien au contraire, il les a aggravées drastiquement. Globalement, la réforme Blanquer, est un tissu de mensonges et surtout d'inégalités, mais nous devons mettre en lumière certaines inégalités qui sont inadmissibles. C'est la raison pour laquelle je dédie un chapitre à cette problématique

qui me tient terriblement à cœur.

Le cauchemar des spécialités

C'est cousu de fil blanc, les inégalités sont omniprésentes et même pérennes dans le système scolaire français, à commencer par la cheville ouvrière de la réforme proposée par Jean-Michel Blanquer : la suppression des séries générales (L, ES, S) au profit des spécialités. Cette particularité n'aggrave point les inégalités déjà présentes, c'est beaucoup plus pervers que ça, en fait, elle en crée de nouvelles. Effectivement, du fait de contraintes budgétaires, tous les lycées ne proposent pas les treize spécialités, seules sept sont obligatoires. Je me souviens à cet égard que dans mon lycée, nous n'avions pas les spécialités suivantes : arts, biologie, éducation physique et sciences de l'ingénieur ; ainsi, pour pouvoir choisir ces spécialités, nous devons nécessairement changer de lycée, ce qui constitue donc un pierre d'achoppement pour la majeure partie des élèves qui se contenteront des spécialités proposées par le lycée

qui leur a été affecté. Or, certaines spécialités sont fortement recommandées pour s'inscrire dans certaines formations de l'enseignement supérieur par le biais de la plateforme parcoursup. De même, outre les spécialités, certains lycées proposent des options que la plupart des lycées n'ont pas : à cet égard, il était proposé dans mon établissement l'option santé, permettant de se préparer à la première année de médecine ; certes, c'était une très bonne chose, mais c'est fortement inégalitaire, car tous les autres lycées du département ne le proposaient pas, ainsi les inégalités s'accroissent puisque tout le monde n'a pas accès aux mêmes ressources en raison de la carte scolaire et du manque de moyens. Autre exemple, l'option prépa Sciences Po et l'option DGEMC¹ que j'ai choisie pour mon année de terminale, ne se trouvent pas dans tous les lycées. La prépa Sciences Po est un dispositif d'accompagnement gratuit proposé par certains lycées visant à préparer sur deux ans (en première et en terminale) les élèves de série générale désireux de passer les concours des Instituts d'Études Politiques, ce dernier

1 Droit et grands enjeux du monde contemporain

n'était pas proposé dans mon lycée par exemple. Ainsi, cela avantage les élèves issus de lycées proposant ces options en dépit de ceux qui n'ont pas de préparation. C'est très grave parce que ça augmente la côte de certains établissements mais diminue celle des autres. Ainsi, l'enseignement n'est pas le même d'un établissement scolaire à l'autre, ce qui renforce les inégalités et le sentiment de passer un baccalauréat local et non national. Ce dispositif « Prépa Sciences Po » permet justement aux élèves d'établissements publics provinciaux d'être presque préparés de la même manière que les fils de bourgeois parisiens, qui eux reçoivent très probablement une préparation privée à domicile. Et même s'ils n'ont pas de préparation privée à domicile, l'enseignement qu'ils perçoivent dans leurs établissements les prépare déjà aux concours des écoles les plus réputées, comme l'eut fait Blanquer à *Stan*. Je me demande avec stupéfaction comment Jean-Michel Blanquer, parangon de la gaucherie, a pu imaginer une seule seconde que réduire comme peau de chagrin les moyens alloués aux

établissements scolaires tout en imposant une réforme cyclopéenne aux pieds d'argile, pourrait ne point tourner en eau de boudin ? A écorcher l'anguille par la queue, on se prend une belle gamelle, comme avec la polémique Avenir Lycéen ... que nous ne manquerons pas d'aborder.

L'éducation prioritaire

« Depuis 2017, on a réduit l'écart de niveau entre les élèves d'éducation prioritaire et les autres, notamment grâce à la création des classes à 12 élèves dans ces territoires », ces belles paroles tirées d'un article de 20 minutes le 1^{er} septembre 2021 sont celles de notre cher ami Blanquer. Cette finauderie comporte plusieurs problèmes qui perdurent depuis plusieurs décennies.

D'une part, Blanquer prétend réduire les inégalités, pourtant, bien qu'il se targue des résultats en hausse de seulement quelques points de pourcentage du niveau scolaire dans les REP, les niveaux scolaires

subsistent inégaux selon qu'on se trouve ou non dans un établissement en zone d'éducation prioritaire (REP et REP+). Pour exemple, en classe de sixième, seuls 35,8 % des élèves entrant en REP+ disposent d'un niveau satisfaisant en lecture, contre 52,5 % pour les établissements non REP. L'égalité et la méritocratie ne seraient-ils donc qu'un mythe auquel ces oligarques et libéraux de droite voudraient nous faire croire ? Hélas, ces fripouilles en col blanc sont tombés sur un os, on ne me fait pas avaler de telles couleuvres. On fait croire aux plus crédules d'entre nous que par le travail nous réussirons à rentrer dans les plus prestigieuses écoles de la capitale, alors que statistiquement, elles ne sont réservées qu'à certains profils, bien précis, que tout le monde connaît.

D'une autre part, Blanquer a souvent tendance à oublier qu'il n'existe pas que les réseaux d'éducation prioritaires en France. En effet, la province boit elle aussi le calice, en raison d'un manque de moyens. Ainsi, il

montre à l'opinion public qu'il fait des pieds et des mains pour les REP, et donc se donne une bonne image, mais cela cache en réalité, en arrière-plan, un système scolaire aux abois dans la France profonde. Cette province qui rassemble les petites et moyennes villes éloignées de la capitale, là où se décide tout sans le consentement de ces provinciaux. Une province bien oubliée et méprisée par ces aristocrates du Tout-Paris, parfois rurale, dans laquelle les services publics comme la santé brillent par leur absence, sans parler des infrastructures de transport et de réseau.

Chapitre VIII

Du processus de ghettoïisation scolaire

Durant le quinquennat Sarkozy (2007-2012), même pas ministre, Jean-Michel Blanquer aura été le moteur de l'Education. Ce qui lui valut le surnom de « ministre bis ». Blanquer conduit l'essentiel des réformes de son quinquennat, avec notamment la suppression des fameux 80000 postes de professeurs, mais encore, l'élaboration de la « carte scolaire ». La carte scolaire,

instituée durant sous l'ancien président Sarkozy, désigne un système d'affectation des élèves dans une école, un collège ou un lycée.

Cette carte scolaire est une aberration totale, et je ne comprends comment elle peut être encore en vigueur à l'heure actuelle. En 2010, une enquête menée par le Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale (SNPDEN), souligne que « *les bons établissements attirent tous les bons élèves et les collèges ou lycées moyens sont tirés vers le bas* ». Certains parent fuient les établissements auxquels leurs enfants ont été affectés en raison de leur réputation, ce qui dégrade donc encore plus la réputation de l'établissement en question. Et, tandis que certains placent leurs enfants en école privée ou contournent la carte scolaire, d'autres sont obligés de laisser leurs enfants dans l'établissement scolaire ; ainsi, la mixité sociale en prend un coup. Huit années plus tard, en 2018 donc, le recteur de l'académie de Paris qualifie la capitale

d'une « ville de ségrégation ». Comme la carte scolaire fonctionne grâce à l'adresse présumée de « résidence » fournie par les parents, ceux qui auront une domiciliation à une bonne encablure iront dans les plus beaux établissements de la fameuse Ville Lumière (ou plutôt ville sombre..), contrairement à ceux qui vivent dans les banlieues et qui iront dans les établissements des quartiers défavorisés. Et même pour les plus aisés mais qui n'habitent pas dans la bonne rue, il est toujours possible de tricher en utilisant l'adresse d'un appartement dans la rue voulue afin de dépendre de la rue de l'établissement. Enfin, il existe aussi pour les plus aisés, la possibilité de placer leurs enfants dans des établissements privés. La ghettoïsation scolaire est donc en marche, et ce, depuis bien longtemps.

Compte tenu qu'un logis de trois pièces pour une famille normale en location dans le 16^e arrondissement de Paris coûte entre 2000 et 3000 euros mensuels, vous comprenez bien qu'il est tout bonnement impossible pour

un ménage défavorisé d'y habiter. Ainsi, les populations les plus défavorisées doivent nécessairement habiter ailleurs, dans les banlieues, où les loyers sont moins chers, beaucoup moins chers. Ainsi, ceux qui vivent dans des appartements aussi onéreux seront affectés dans des établissements qui ne recevront que des élèves de cette même catégorie. Tout simplement, les enfants du 16^e iront dans les écoles huppées du 16^e, sans même voir l'esquisse d'un visage de l'autre monde, contenant les millions de pauvres de notre pays. Ces enfants, séparés dès la naissance de la pauvreté et de la difficulté, souvent pourri-gâtes, développent ainsi une haine du pauvre, traité comme un perturbateur vivant au « *crochet de l'État* ». Ce qui ne favorise donc pas tellement la « *mixité sociale* » pourtant voulue par Nicolas Sarkozy pour justifier cette aberration aristocratique, alors que les ménages poussés hors des murs de Paris devront se contenter des établissements des quartiers difficiles.

Les plus fous d'entre-nous prétendent que les

personnes issues de l'immigration ne s'intègrent pas, pour autant, est-ce une façon d'accueillir des hommes - des femmes et des enfants en bas âge dans des conditions pareilles ? C'est sûr que de cette façon là, vous ne favorisez pas leur insertion au sein de la société française. Poussés à la dérive, mis au ban de la société, vous les poussez à délinquer. Il devient urgent de partager le gâteau avant qu'il ne soit englouti par ces aristocrates du Tout-Paris totalement déconnectés des réalités économiques et sociales.

Du contournement de la carte scolaire

Alors en classe de troisième, lors de l'affectation en lycée général, je me souviens que j'ai moi-même contourné la carte scolaire afin d'augmenter mes chances de réussite. Je dépendais d'un lycée tout neuf qui avait une mauvaise réputation, qualifié de « *four à élèves* » et de « *fourre-tout* » tellement qu'il regorgeait d'élèves (plus de 1600). Tandis que le lycée public prestigieux de centre-ville que je lorgnais était un lycée de tradition à

taille humaine (800 élèves) qui a plus de cinq siècles d'existence. Les locaux de ce lycée ont été conservés, on se croirait dans un monastère, et bien que cela paraisse ancien, le cadre de travail était très agréable. Afin de déroger à la carte scolaire, j'ai opté pour l'apprentissage du chinois en option LV3 durant mes années lycée ; j'en retire des tas de choses très positives, mais surtout, cette option m'a permis d'évoluer dans un établissement prestigieux et de m'exfiltrer du lycée de secteur dont je dépendais. Qui sait, j'aurais pu très bien vriller et ne pas suivre la voie que j'entreprends à l'heure actuelle ?

En ayant agit de la sorte, j'ai longuement pensé à tous ceux qui se sont laissés emporter par le système technocratique sans réagir, sans penser à ces filouteries qui vous permettent de vous différencier et d'être meilleurs que les autres, car la sélection, bien que subtile et transparente, existe réellement et vous frappe de plein fouet sans vous prévenir. J'ai eu une pensée pour eux car la société capitaliste et consumériste dans laquelle nous

vivons a réduit à néant leur faculté de juger et de discerner. Beaucoup n'agissent plus, et ne cherchent plus à se démener. Quand la rame de métro est à quai, mais qu'elle s'en ira dans les prochaines secondes, je prends mes jambes à mon cou et je cavale pour ne pas devoir attendre le prochain passage. Alors que ces autres se demandent s'ils auront le temps de monter à temps, la rame de métro est déjà partie depuis longtemps. Nous n'agissons plus. Nous ne réagissons plus. C'est donc la réactivité qui nous manque. Ce manque de réaction face à l'injustice et l'absurdité constitue le point de départ d'une société malade. J'éprouve parfois le triste sentiment de vivre non pas parmi un peuple, car le peuple pense et agit, mais parmi des robots habilités à suivre la norme et uniquement la norme, sans une seule seconde remettre en question le monde et la société.

Je filoute donc pour échapper cette sélection qui nous incombe, non pour la contourner, mais la surmonter. Je filoute car je suis contre ce système qui favorise les

riches. Je filoute pour mettre en œuvre la transformation de la société, car pour la mettre en œuvre il faut un savoir-faire et un tas de connaissances. Alors, la seule chose à faire quand on vient d'un milieu populaire-modeste, quand on n'est pas destinés aux plus grandes écoles de la capitale, c'est de filouter, et de s'incruster dans les rouages du système. Mon copain Benoît et moi-même, ayant utilisé la même technique pour s'incruster dans le lycée que l'on convoitait tant, appelons cela le « marouflage », bien que ce mot soit déjà utilisé pour désigner une technique de collage, nous avons décidé de le baptiser dans notre jargon ; ce mot, évoque, la filouterie et la gruge, qui désignent pour nous le fait de disposer de choses dont nous sommes privés en théorie. Bercés par les jeux-vidéos de stratégie et de fiction pure, nous, filous de collégiens, ne pensions jamais devenir ce que nous sommes aujourd'hui ; alors que nous détestions lire, car nous n'y avons jamais été socialisés, nous y avons pris goût, et nous avons désormais le béguin pour la littérature et tous les domaines intellectuels. Bercés par

la futilité, nous jouions à des jeux de stratégie, qui nous apprenaient à comprendre le système pour ensuite le déjouer. J'applique aujourd'hui cette procédure au système qui étouffe les plus faibles de notre pays, car il faut que ça cesse. Le marouflage c'est donc la technique de la faille, celle qui vise à étudier l'adversaire pour trouver son talon d'Achille. Nous n'aurions pas à maroufler si la société était bien organisée, orientée vers le bien commun et juste. De même, les larcineurs de fruits et légumes seraient moins nombreux si notre gouvernement garantissait à tous un pouvoir d'achat satisfaisant ; bien que certains larrons agissent par passion, d'autres le font par besoin, le besoin de vivre.

De la ségrégation sociale

Enfin, l'autre problème alimentant le processus de ghettoïsation scolaire est que séparer les moyens en fonction de la catégorie de l'établissement constitue une sorte de ségrégation sociale. La République est-elle réellement une et indivisible lorsqu'elle affecte des

élèves dans un établissement très réputé en fonction de l'adresse de résidence de l'élève (choisie par les parents) ? La République est-elle toujours une et indivisible lorsqu'elle case par le biais de cette carte scolaire les élèves issus de quartiers sensibles dans des ghettos scolaires et ceux issus des beaux quartiers dans les établissements scolaires huppés de leur quartier ? Le principe de l'unité n'est-il pas de gommer toutes les inégalités, peu importe leur nature, et de se mélanger – côtoyer – échanger avec les autres, qu'il soient issus de l'immigration, de la province ou du Tout-Paris ? Voilà le soucis, et vous l'avez, je l'espère, identifié. Au lieu de caser les enfants des quartiers sensibles dans des écoles de quartiers, et à l'inverse, mélanger les fils de riches entre fils de riches, pourquoi ne les mélange-t-on pas ensemble au lieu de les dissocier ? Alors forcément, quand vous casez des riches entre riches, on peut comprendre qu'ils soient totalement déconnectés de la réalité économique et sociale de leur pays lorsqu'ils accèdent à des fonctions importantes. En clair, les élèves

résidant dans des quartiers défavorisés sont scolarisés dans des établissements difficiles, tandis que les élèves résidant dans des quartiers favorisés dépendent d'un établissement souvent réputé. Ce qui est tout bonnement révoltant.

Sociologiquement, claquemurer des enfants issus de milieux sociaux défavorisés entre eux n'aura pas de bonnes répercussions à l'avenir. Quoi de mieux pour pousser ces pauvres enfants à abandonner lorsqu'ils comprennent qu'ils sont mis au ban du reste de la société dès leur plus jeune âge. Ma vision du système scolaire n'est point de cloisonner des enfants dans des écoles différentes en fonction de leur adresse de résidence, c'est un non sens absolu, cela coule sans doute de source pour ces technocrates de la mondanité, mais pas pour l'enfant du peuple que je suis ; en vertu des valeurs qui m'ont été inculquées, il ne devrait exister qu'une seule école, celle de la République que nous avons bâtie pour mettre à bas la monarchie, au sein de laquelle chacun se croise, sans

état d'âme, qu'on soit pauvre ou aisé. Ces beaux enfants ne se livreraient point à une guerre d'égo vestimentaire ; ces différences et ces inégalités disparaîtront aussi tôt qu'ils enfileront leur splendide uniforme, confectionné par des petites mains françaises, qui les rendraient bienheureux d'écouter le discours de leur maître, réjoui de franchir le pas de sa porte chaque jour.

Chapitre IX

De l'augmentation du nombre d'élèves par classe

Nous aborderons ici la répercussion néfaste que peut avoir l'augmentation du nombre d'élèves par classe. Nous verrons également qu'une construction en bois, l'estrade, fut autrefois utilisée pour pallier à ce problème.

La mise au placard des méthodes anciennes de la vieille école a été le point de départ de la déliquescence de l'Éducation. Le maître pouvait lorgner depuis son estrade le bon apprentissage des élèves, y compris pour les élèves placés au fond de la classe. Le maître a été

transformé en un animateur qui console sa classe avec des boutades. On a également pensé à mettre l'estrade au placard avec le maître. Pourtant, cette construction en bois permettait justement à tout le monde d'ouïr le discours de l'enseignant ; or, aujourd'hui, à 30 élèves en moyenne par classe, et sans estrade, non seulement, on constate que cela génère des inégalités, mais en plus, il devient de plus en plus difficile d'enseigner.

De l'engendrement d'inégalités

A tout hasard, qui sont les élèves placés au fond de la classe, et ceux aux premiers rangs ? Ce sont les mêmes depuis de longues décennies. Nous vient à l'esprit l'image des élèves timides ou en grande difficulté au fond, et à l'avant de la classe, ceux qui réussissent le mieux. Une fois de plus, à tout hasard, à quel milieu social appartiennent ces élèves ? En grande majorité, les élèves placés devant seront issus de milieux sociaux favorisés, alors qu'au contraire on retrouvera les élèves issus des milieux

sociaux défavorisés à l'arrière. Ce phénomène a donc une cause logique. On sait donc que les élèves en difficulté ont un retard considérable sur le cours. Mais imaginez qu'en plus, ils aient des difficultés à entendre et surtout comprendre le cours parce qu'ils se placent à l'arrière et que le professeur n'est pas sur-élevé à l'aide d'une estrade.

A moins que l'enseignant prenne l'initiative de placer lui-même les élèves en suivant un plan de classe, ce qui arrive que très rarement, les inégalités se perpétueront. Considérant qu'il y a 392 350 enseignants dans le second degré public, si un seul pourcent de ces professeurs appliquait cette mesure de bon sens facultative, seuls 3923 ne le feraient. Or, je parie que moins d'un pourcent des enseignants appliquent cette mesure. Durant toute ma scolarité, l'unique personne ayant appliqué cette mesure de bon sens est mon ancienne professeur de français de

première. Cette professeur de français sortait du lot, principalement en raison de son agrégation de lettres obtenue bien après avoir effectué sa scolarité au prestigieux Prytanée national militaire de La Flèche, mais ce n'était pas tout. Issue d'une famille militaire conservatrice, bon nombre de ses frères sont d'ailleurs officiers dans l'Armée de terre. Elle est l'épouse d'un colonel qui dirigeait à l'époque le célèbre régiment de Bercheny de mon bourg. Ses cours furent terriblement rigoureux et disciplinés, elle dirigeait notre tribu d'une telle main de fer que le silence était d'or. Je vous raconte ceci, car il y a un lien avec le fait qu'elle mette en œuvre des plans de classe ; effectivement, seules des personnes rigoureuses et disciplinées s'embêtent à imaginer des plans de classe pour que le groupe se tienne à carreau. On imagine un plan de classe quand on a une idée bien précise derrière la tête, celle de poser un cadre dans lequel les élèves seront bornés. Des

cadres, d'ailleurs, nous en manquons terriblement comme je l'ai déjà dit. On voit donc que c'est par la méthode que cette foudre de guerre arrivait à diriger la classe sans une seule fois devoir lever la main sur ses élèves ou bien s'emporter. Ce fameux plan de classe serait donc une solution à cette inégalité entre élèves.

De la difficulté d'enseigner

Selon une étude de l'INSEE¹ utilisant les chiffres fournis par la DEPP², le nombre moyen d'élèves par classe en formation générale et technologique au lycée était de 28,5 en 2010, contre 30 en 2018, soit 1,5 points de pourcentage de plus. Donc, au lieu de tendre à réduire ce nombre déjà bien élevé, il augmente. Notre ministre a trouvé une belle solution face à l'augmentation de l'effectif par classe : réduire le nombre d'enseignants tout en augmentant les effectifs par classe, et ça à l'air de

1 INSEE, Élèves et établissements des 1^{er} et 2nd degrés 27/02/2020

2 Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

porter ses fruits comme le montre notre position au classement PISA ! Comment l'enseignant est-il censé pouvoir correctement enseigner son cours avec de tels moyens ? D'une part, il doit garantir l'apprentissage d'un plus grand nombre d'élèves, mais les moyens qui leurs sont conférés diminuent drastiquement.

Comme je suis désormais en études supérieures, et plus précisément en licence de droit, j'assiste à des cours magistraux (CM). Ces cours sont assurés par des professeurs dans de vastes amphithéâtres pouvant accueillir généralement entre 300 et 500 élèves selon leur taille. Autant vous dire que j'ai tout de suite constaté le contraste entre le lycée et la faculté : en cours magistral, vous n'êtes qu'un visage inconnu et anonyme auprès de votre professeur parmi les autres étudiants, celui-ci n'est là que pour réciter un cours de manière atone et puis repartir aussi tôt ; ainsi, la parole, la réflexion, le débat, la compréhension n'ont plus leur place ; tandis qu'au lycée, bien que les moyens manquaient, les professeurs

essayaient tant bien que mal de nous accompagner un minimum. Or, avec la réforme Blanquer on se rapproche de plus en plus du système des cours magistraux : des classes surchargées, des enseignants qui doivent jongler entre 7 voire 8 classes différentes, des cours qui n'incitent que peu voire pas du tout à la prise de parole et à la réflexion mais seulement à la prise en notes du cours. La qualité de l'enseignement ne peut donc être correctement garantie.

Nonobstant, tout n'est pas à jeter. L'enseignement par cours magistral a aussi des avantages : il permet d'enseigner un cours à plusieurs centaines d'intéressés en même temps, ce qui génère une réduction drastique des coûts. Mais ce système d'enseignement magistral est conçu pour des étudiants aguerris ayant déjà réussi le collège et le lycée. Or, nos élèves du second degré n'ont pas encore ce niveau, voilà pourquoi nous devons leur garantir un accompagnement digne de ce nom afin de les préparer aux dures épreuves qui les attendront dans les

études supérieures. En revanche, il existerait une autre solution pour pallier à ce problème.

Nous savons par l'INSEE et la Depp¹, que le nombre d'élèves scolarisés dans le second degré a augmenté de 2.52 % en quatre ans, passant de 5 536 000 élèves en 2015 à 5 676 000 élèves en 2019, soit une augmentation de 140 000 élèves en 4 ans. Ce chiffre est considérable et alarmant, le ministre devrait prendre de lourdes mesures pour compenser cette augmentation d'élèves. Au lieu d'augmenter le nombre d'enseignants face à l'augmentation constante du nombre d'élèves, il choisit de supprimer 80 000 postes d'enseignants, soit plus de la moitié du nombre d'élèves entrés dans le second degré. Pour compenser cette augmentation, il existe donc deux solutions très concrètes : soit, augmenter le nombre d'enseignants afin de réduire l'effectif moyen par classe, et donc améliorer la qualité de l'enseignement, soit transformer radicalement le

1 Population scolarisée des 1er et 2nd degrés, INSEE et MENJS-Depp, 03/12/2020

système scolaire français pour créer un nouveau modèle d'éducation *made in France* défiant toute concurrence. Ces marauds de ministres libéraux réformistes ne veulent point du renversement de l'ordre établi par la transformation radicale, car ce sont des habitués de la « réforme » qui ne change finalement rien au capharnaüm que constitue l'Éducation nationale, ce qui vaut également pour les autres services publics tant de fois réformés. Ces marauds de ministres se battent donc bec et ongles pour conserver des politiques libérales réformistes, en particulier en formatant les jeunes esprits de Sciences Po Paris, l'école de la réforme par excellence, à l'idéologie réformiste tant décriée par les seuls esprits de ce monde encore éclairés.

Chapitre X

Du professeur au couteau suisse

On l'a parfaitement compris, Blanquer n'a que très peu d'estime pour les enseignants de ce pays. En plus de les rémunérer au lance-pierre, Blanquer a définitivement anéanti le rôle du professeur. Le professeur n'est plus un professeur à juste titre, il est aussi un animateur, un policier et un technicien. Effectivement, sur une heure de cours, le professeur dépense un dix minutes pour faire l'appel et mettre la classe en condition d'apprentissage – un autre dizaine pour faire régner l'ordre dans une classe surchargée –

cinq à dix minutes pour régler les problèmes informatiques. Ce qui m'a permis de réfléchir à la polyvalence du professeur, c'est une phrase de mon ancien professeur de droit : « *autrefois, les universités employaient des personnes pour faire régner le silence dans les amphithéâtres et régler les soucis techniques ; aujourd'hui, ils ont été supprimés et c'est au professeur de tout faire* ». On constate effectivement que la logique du marché du travail selon laquelle un employé peut faire plusieurs tâches en même temps, s'est appliquée aux enseignants. Lorsque je me rendais au lycée, chaque jour, j'étais toujours aussi stupéfait par le temps qu'on perdait à chaque cours : pour commencer, il fallait attendre que tous les élèves s'installent, puis que le professeur démarre le vieil ordinateur de la classe qui nécessitait cinq longues minutes, ensuite qu'il se connecte à l'ENT¹, puis qu'il accède à la fiche d'appel pronote et qu'il fasse l'appel. Cette opération fastidieuse grignotait quinze minutes, soit un quart de la durée du cours. Souvent, le professeur était excédé par l'ordinateur de la classe.

1 Environnement numérique de travail

L'ordinateur de la classe était vu comme une innovation en l'an 2000, qui était censé nous faire gagner du temps, or, on gagnerait plus du temps à abandonner ce système. Quand l'ordinateur ou bien que le réseau était en panne, ce qui arrivait souvent, le professeur devait s'armer d'un bout de papier afin de noter manuscritement les élèves absents, il ne suffisait de marquer que quelques noms, c'était donc si dur à l'époque ? Marquer deux à trois noms sur un bout de papier et le coller sur la porte demande moins d'une minute, pourtant on a voulu faire compliqué en instaurant un système informatisé. Ce qui gêne Blanquer c'est que ce système ancien de bout de papier nécessite d'employer plus d'AED¹, or, ça il n'en veut pas. Si au moins le système informatisé permettait de gagner plus de temps on pourrait le garder, mais là c'est une gouffre qui fait perdre un temps monstrueux à nos professeurs. L'échec du système de fiche d'appel pronote est aussi le signe d'un autre problème : le manque de moyen. Effectivement, si les ordinateurs sont lents c'est parce que les moyens conférés aux

1 Assistants d'éducation (surveillants, pions)

établissements ne leur permet pas de se doter d'ordinateurs puissants. Expert en informatique, je m'amusais souvent à voir ce qu'il y avait à l'intérieur de ces machines : des composants de très mauvaise qualité ne permettant pas de répondre aux besoins des professeurs ; ces ordinateurs n'étaient finalement qu'à l'image de la réforme Blanquer.

Après avoir fait l'appel, le professeur doit aussi régler les soucis informatiques. Le professeur doit parfois afficher un document, une vidéo ou bien une image à l'aide du vidéo-projecteur, chose qui était parfois compliquée. Comme les professeurs ne reçoivent pas de formation en informatique, ils sont souvent livrés à eux-mêmes et doivent donc régler le soucis en demandant à celui qui s'y connaît le plus dans la classe. Tous les regards se tournaient souvent vers moi quand le professeur posait la question. C'est bien beau de mettre des ordinateurs, mais il faut également former ceux qui vont s'en servir. Je pense notamment aux enseignants de

disciplines littéraires qui ont davantage l'habitude de manier le stylo plutôt que la souris et le clavier. Mon ancienne professeur de français épouse d'un officier militaire dont je parlais dans le chapitre précédent, représente bien ces professeurs totalement décalés des technologies : ils n'ont pas l'habitude de les utiliser et doivent donc demander de l'aide pour faire certaines choses. Décidément, l'absence de formation pédagogique pour les professeurs sous la réforme Blanquer se remarque à tous les étages. Ce n'est pas en diminuant les moyens conférés à l'école publique que Blanquer pourra améliorer l'école et ça se voit à travers ce simple exemple. Enfin, dans des classes surchargées, la probabilité pour que les élèves s'agitent et chahutent est très élevée. Lâchés dans un zoo, les enseignants doivent donc en plus de l'apprentissage théorique assurer le calme, ils font la « *police* » comme ils disent souvent. Toutes ces petites actions font perdre un temps considérable aux enseignants qui se retrouvent démunis face à autant d'élèves à former.

Mais ce n'est pas le seul soucis. On peut réellement qualifier l'enseignant d'aujourd'hui comme un couteau suisse, car en plus d'assurer le calme – faire l'appel – régler les soucis techniques – enseigner – il doit également maintenant faire progresser ses élèves dans la pratique de l'oral en vue de l'examen du grand oral. La pression que Blanquer fait peser sur tous ces enseignants est inadmissible. Au lieu de répartir toutes ces tâches en embauchant plus de professeurs, Blanquer a décidé de faire peser plus de poids sur chaque professeur en réduisant le nombre de professeurs. Ce manque de moyen est vraiment caractéristique de la réforme proposée par Blanquer, il croit que l'enseignant, seul, par son courage et sa bravoure pourra assurer autant de tâches. Cet acharnement peut être la source de nombreuses dépressions, de déclenchement de maladies chroniques ou bien de burn out. Le burn out enseignant survient lorsque l'enseignant se surmène pour satisfaire des attentes réelles ou supposées dans le cadre de son métier. En clair, il ne dispose pas de moyens suffisants mais se

démène bec et ongles car il ne veut pas abandonner sa classe. Je me souviens d'ailleurs que les enseignants, notamment mon ancien professeur de philosophie nous encourageait à lui envoyer des messages sur l'ENT si nous avions des problèmes ou des questions, c'était pour lui une charge de travail supplémentaire non rémunérée, mais qu'il assumait sans broncher, alors que ça empiétait sur sa vie privée, déjà qu'elle était bien réduite par le temps qu'il passait à corriger nos travaux écrits. Forcément, si l'enseignant n'avait pas à charge autant d'élèves, il passerait moins de temps à corriger des copies et moins de temps dans l'accompagnement individuel ou collectif, ce qui diminuerait la pression qui pèse sur eux. Mais pour cela, il faut embaucher. Chose à laquelle Blanquer s'oppose.

Chapitre XI

Du syndicat Avenir Lycéen

La polémique liée au syndicat Avenir Lycéen est le fruit du macronisme ambiant. Maxence Duprez, Nathan Monteux, Clairanne Dufour et Marco-Olivier Lise sont les fondateurs de ce syndicat, et ils représentent ce qu'il y a de plus minable en politique, à savoir des futurs politiques accros au pouvoir. Ils manient comme les plus grands le jeu des frais de représentation et de bouche. La polémique a choqué

l'opinion publique parce que ce sont des jeunes et que ce n'est pas habituel, mais la majeure partie des ministres et des secrétaires d'État font exactement la même chose. Comment peut-on littéralement verser une subvention de 65 000 euros à un syndicat lycéen dirigé par des immatures ? Il faut être crédule pour imaginer que ces bambins feront un usage raisonné de cette subvention, bien sûr qu'ils se sont fait plaisir. Dilapidée dans des hôtels luxueux, des billets d'avion et autres plaisirs futiles de bourgeois qu'Épicure réprimerait, cette subvention ne devrait point exister. Ces subventions ministérielles à l'égard des associations bénéficiaires n'ont absolument aucun sens. D'autant plus que les syndicats lycéens n'ont pas de poids dans le débat ministériel, c'est Blanquer qui décide de tout. Malgré tout le baratin démocratique qu'on essaie de vous vendre aujourd'hui, ces syndicats lycéens ne servent pas à grand-chose, elles permettent seulement de donner leur avis sur la politique

éducative lors du CSE¹. Jusement, le CSE n'est pas une instance décisionnelle, c'est une instance consultative, donc les membres de ce conseil auront beau tous s'insurger contre Blanquer, ils n'ont aucun poids dans le débat. De plus, seuls 4 sièges sont réservés aux syndicats lycéens, or il y a 98 sièges en tout. Donc, même si l'instance était décisionnelle, leurs voix n'auraient quasiment aucun impact sur l'issue du vote. A quoi servent donc réellement ces syndicats lycéens ? Si c'est pour afficher un semblant de démocratie autant arrêter cette mascarade de suite, la démocratie permet de participer au vote, or ces syndicats lycéens n'ont pas de poids puisqu'il n'y a tout simplement pas de vote. Blanquer ne soumet pas sa réforme au vote, il l'impose depuis Paris de but en blanc.

Ainsi, la question se pose de l'attribution de subventions ministérielles. Éthiquement, il est quand même très sensible que des jeunes, quelque soit leur

1 Conseil supérieur de l'éducation

syndicat, disposent de telles sommes d'argent. Il est très aisé de faire du détournement lorsque vous avez de telles sommes d'argent entre les mains, que vous n'êtes pas mature et que vous rêvez de pouvoir. Avenir Lycéen est un tremplin pour les lycéens macronistes désireux de réseauter et de pantoufler comme les vrais politiciens. Alors en première année de droit, 4 mois après la fondation d'Avenir Lycéen, Maxence Duprez, président fondateur, est nommé chargé de mission à la Direction générale de l'enseignement scolaire, un poste qu'il assurera pendant quatre mois, assorti d'une rémunération. J'aimerais donc bien savoir ce qu'un jeune de 18 ans peut apporter en tant que chargé de mission à notre cher ministère ? Ce qui est affligeant, c'est qu'on pointe ce jeune garçon, mais ce fléau est récurant au sein du gouvernement, des planques comme celles-ci sont confiées à certaines personnes sans que les citoyens ne le sachent. Pourquoi les citoyens n'ont-ils donc pas un droit de regard là-dessus puisque cette mission est rémunérée

au frais du contribuable comme ces subventions insensées ? Maxence Duprez s'est justement servi d'Avenir Lycéen comme d'un tremplin afin de réseauter et de grimper dans ces sphères aristocratiques macronistes. Blanquer prétend ne pas avoir manipulé ces jeunes, pourtant lorsqu'on regarde les informations de Maxence Duprez, on peut constater qu'il est le « responsable opérationnel » des JAM¹ de Paris. A tendance macroniste, il aurait été très aisé pour les membres d'Avenir Lycéen de s'entretenir avec Blanquer pour mettre en œuvre leur cheval de Troie. Ces jeunes rêvaient de pouvoir, ils ont eu le sentiment de l'avoir, mais ils l'ont perdu. De quel pouvoir parle-t-on ? Le pouvoir ça n'est pas de diriger un syndicat lycéen qui n'a aucun poids dans les débats. Ces jeunes obnubilés par les figures du pouvoir macroniste se sont brûlés les ailes.

1 Jeunes avec Macron

Chapitre XII

De la mascarade

Le 17 janvier 2022, la macronie a été une fois de plus bouleversée par un rebondissement sans nom. Ce jour-là, Mediapart a révélé que Blanquer a annoncé le nouveau protocole dans les écoles, la veille de la rentrée scolaire, depuis Ibiza. C'est tout bonnement la goutte de trop pour le personnel enseignant. Pendant que les enseignants s'arrachent les cheveux à comprendre un protocole n'ayant aucun sens, Blanquer se prélassa

tranquillement à Ibiza. Bien qu'ils ne soient pas élus par le peuple, à mon sens, les ministres ont un devoir d'exemplarité et de responsabilité à l'égard des français. Ce comportement met en lumière un gros contraste avec les 40 % de français qui ne peuvent pas partir en vacances chaque année. C'est ce genre de comportement que les français détestent de la part des politiques, ils ont l'impression que les politiciens se fichent d'eux constamment. Blanquer en est justement l'exemple. Comme je l'ai dit dans le chapitre premier, ce genre de ministres dont Blanquer fait partie dictent des règles de conduite aux français, en l'occurrence aux enseignants, mais eux, n'y participent pas. Alors que la situation sanitaire est particulièrement tendue en France, une fois de plus, Blanquer s'illustre par son comportement inadmissible.

Ce qui est aussi inadmissible, c'est de ne pas avoir répondu à ma lettre. Effectivement, lorsque j'étais encore en classe de terminale, le 19 mars 2021 j'eus

décidé de me saisir mon stylo et ma plume afin de rédiger une lettre qui proposait des solutions pour pallier à la morosité du grand oral. Ce grand oral était une aberration totale que les syndicats, professeurs et élèves décriaient au plus haut point. Comme tous les jours, j'ouvrais ma boîte aux lettres avec l'idée qu'un courrier officiel du gouvernement s'y cacherait. Nous voilà en 2022, de l'eau a coulé sous les ponts, je n'habite plus chez mes parents vu que je suis désormais étudiant, et je n'ai toujours pas obtenu de réponse à mon courrier. Pourtant, cette absence de réponse est spécifique à ce ministère, car au cours de ma jeune carrière de contestataire, j'ai toujours obtenu des retours d'autres ministères. Le plus gênant dans toute cette affaire n'est pas le fait de ne pas m'avoir répondu, c'est surtout qu'il n'a point agit pour améliorer l'examen du grand oral. Si encore, il avait proposé quelque chose de mieux, je me serais abstenu, or ce n'est point le cas. C'est dans ce genre de situations que l'on comprend que le pouvoir n'appartient plus au peuple, mais à une oligarchie parisienne logée sur nos deniers collectifs dans

des hôtels de haute valeur. Ces oligarques ne prennent même pas la peine de vous répondre, ils se prennent pour des monarques absolus. Blanquer s'est justement comporté comme un tyran, les enseignants devaient appliquer à la lettre ce qu'il imposait sans quoi des sanctions suivraient. Cet accaparement du pouvoir est inadmissible, bien que les ministres ne soient pas élus, ils doivent se comporter dignement et rendre des comptes aux français. Après avoir commis autant de bêtises, je me demande comment Blanquer peut être encore en poste... Jacques Necker fut renvoyé en 1781, Blanquer doit subir la même sentence si le peuple le réclame. Le pouvoir nous appartient.

Enfin, c'est très caractéristique de ce maraud de Blanquer : quand il est pris la main dans le sac tel une fripouille, soit il ment, soit il ne répond pas ou fait de la langue de bois. Il incombe aux français de faire cesser cette mascarade et de le renvoyer à Ibiza. Blanquer doit démissionner sur-le-champ.